CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1981-1982

(151^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

3^e Séance du Samedi 19 Décembre 1981.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE MME MARIE JACQ

I. — **Droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer.** — Suite de la discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi (p. 5303).

Article 48 *quater* (p. 5303).

MM. Noir, Séguin.

Amendement de suppression n° 131 de la commission des lois : MM. Alain Richard, rapporteur de la commission des lois ; Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation — Adoption.

L'article 48 *quater* est supprimé.

Article 48 *quinquies* (p. 5304).

Amendement de suppression n° 132 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 48 *quinquies* est supprimé.

Avant l'article 49 A (p. 5304).

Intitulé du chapitre II.

Amendement n° 133 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'intitulé du chapitre II est ainsi rédigé.

Article 49 A (p. 5304).

Amendement de suppression n° 134 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 49 A est supprimé.

Article 49 (p. 5304).

M. Séguin.

Amendement n° 135 corrigé de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat.

Sous-amendement n° 505 de M. Charles Millon : MM. Séguin, le rapporteur général, le ministre d'Etat. — Retrait.

Sous-amendement n° 519 de M. Charles Millon : MM. Noir, le rapporteur général, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 366 de M. Guichard : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 520 de M. Charles Millon : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait.

Sous-amendement n° 367 de M. Guichard : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 504 de M. Charles Millon : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 521 de M. Charles Millon : MM. Noir, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 522 de M. Charles Millon : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 524 de M. Charles Millon : M. Séguin. — Retrait.

Sous-amendement n° 523 de M. Charles Millon : M. Séguin. — Retrait.

Sous-amendement n° 525 de M. Charles Millon : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'amendement n° 135 corrigé, rectifié, qui devient l'article 49.

Article 49 bis (p. 5307).

Le Sénat a supprimé cet article.

Amendements n° 136 de la commission et 526 de M. Charles Millon : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat, Séguin. — Adoption de l'amendement n° 136.

L'article 49 bis est ainsi rétabli et l'amendement n° 526 n'a plus d'objet.

Avant l'article 50 (p. 5307).

Amendement n° 137 corrigé de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'intitulé du chapitre III est ainsi rédigé.

Article 50 (p. 5307).

M. Noir

Amendement n° 138 rectifié de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat.

Sous-amendement n° 567 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 475 de M. Séguin : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Sous-amendement n° 527 de M. Charles Millon : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 528 de M. Charles Millon : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 568 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendements n° 329 et 330 de M. Ducloux : M. Garcia. — Retrait des deux sous-amendements.

Sous-amendement n° 476 de M. Séguin : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Sous-amendement n° 569 de M. Noir : M. Noir. — Retrait.

Sous-amendement n° 571 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'amendement n° 138 rectifié, modifié.

Ce texte devient l'article 50.

Article 50 bis A (p. 5310).

Amendement de suppression n° 139 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat, Séguin. — Adoption.

L'article 50 bis A est supprimé.

Article 50 bis (p. 5310).

Amendement n° 140 de la commission, avec les sous-amendements n° 529 de M. Charles Millon et 477 de M. Séguin : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat.

MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet du sous-amendement n° 529.

MM. Séguin, le rapporteur. — Retrait du sous-amendement n° 477.

Adoption de l'amendement n° 140, rectifié, qui devient l'article 50 bis.

Article 51 (p. 5311).

M. Séguin.

Amendement n° 141 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat.

Sous-amendement n° 572 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 323 du Gouvernement : MM. le ministre d'Etat, le rapporteur, Séguin. — Adoption.

Sous-amendement n° 368 de M. Guichard : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 530 de M. Charles Millon : MM. Noir, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'amendement n° 141 modifié.

Ce texte devient l'article 51 et l'amendement n° 483 n'a plus d'objet.

Article 51 bis (p. 5313).

Le Sénat a supprimé cet article.

M. Noir.

Amendements n° 500 de la commission des lois et 531 de M. Charles Millon : MM. le rapporteur, Noir, le ministre d'Etat. — Adoption de l'amendement n° 500. L'article 51 bis est ainsi rétabli et l'amendement n° 531 n'a plus d'objet.

Article 51 ter (p. 5313).

Le Sénat a supprimé cet article.

Amendement n° 142 de la commission, avec le sous-amendement n° 532 de M. Charles Millon : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat, Séguin.

Sous-amendement du Gouvernement : MM. Séguin, le rapporteur. — Adoption du sous-amendement du Gouvernement ; retrait du sous-amendement n° 532.

Adoption de l'amendement n° 142 modifié.

L'article 51 ter est ainsi rétabli.

Article 51 quater (p. 5314).

Le Sénat a supprimé cet article.

MM. Séguin, le ministre d'Etat.

Amendement n° 143 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 51 quater est ainsi rétabli.

Article 51 quinquies (p. 5315).

Le Sénat a supprimé cet article.

M. Séguin.

Amendement n° 144 de la commission, avec le sous-amendement n° 533 de M. Charles Millon : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat, Séguin. — Rejet du sous-amendement ; adoption de l'amendement.

L'article 51 quinquies est ainsi rétabli.

Après l'article 51 quinquies (p. 5315).

Amendement n° 145 de la commission, avec le sous-amendement n° 534 de M. Charles Millon : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat, Séguin. — Retrait du sous-amendement ; adoption de l'amendement.

Avant l'article 52 (p. 5316).

Amendement n° 146 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Article 52 (p. 5316).

Amendement n° 147 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat.

Sous-amendement n° 535 de M. Charles Millon : MM. Noir, le rapporteur, Séguin. — Retrait.

Sous-amendement n° 536 de M. Charles Millon : MM. Noir, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 537 de M. Charles Millon : MM. Noir, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'amendement n° 147.

Ce texte devient l'article 52.

Article 52 bis (p. 5316).

Amendements n° 369 de M. Guichard et 148 de la commission : MM. Noir, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet de l'amendement n° 369 ; adoption de l'amendement n° 148.

Ce texte devient l'article 52 bis.

Avant l'article 53 (p. 5317).

Amendement n° 149 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'intitulé du chapitre V est ainsi rédigé.

Article 53 (p. 5317).

Amendement n° 501 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 150 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 151 corrigé de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat, Séguin. — Adoption de l'amendement rectifié.

Adoption de l'article 53 modifié.

Article 54 (p. 5318).

M. Séguin.

Amendement n° 152 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Ce texte devient l'article 54.

Article 55 (p. 5318).

Le Sénat a supprimé cet article.

MM. Séguin, le rapporteur.

Amendement n° 153 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat.

Sous-amendement n° 370 de M. Guichard : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Sous-amendement n° 538 de M. Charles Millon : M. Séguin. — Retrait.

Sous-amendement n° 539 de M. Charles Millon : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'amendement n° 153 modifié.

L'article 55 est ainsi rétabli.

Article 55 bis (p. 5319).

Amendement de suppression n° 154 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 55 bis est supprimé.

Article 55 ter (p. 5319).

Amendement de suppression n° 155 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 55 ter est supprimé.

Article 55 quater (p. 5319).

M. Séguin.

Amendement de suppression n° 156 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 55 quater est supprimé.

Avant l'article 55 quinquies (p. 5320).

Amendement de suppression n° 157 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat, Séguin. — Adoption.

Amendement de suppression n° 158 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Article 55 quinquies à 55 quadragies (p. 5320).

Amendements de suppression n° 159 à 202 de la commission des lois. — Ces amendements, successivement mis aux voix, sont adoptés.

Les articles 55 quinquies à 55 quadragies sont supprimés.

Avant l'article 56 A (p. 5326).

Amendement n° 204 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'intitulé du chapitre I^{er} du titre IV est ainsi rédigé.

Amendement n° 205 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Article 56 A (p. 5326).

Amendement de suppression n° 206 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 56 A est supprimé.

Avant l'article 56 B (p. 5326).

Amendement n° 208 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Article 56 B (p. 5326).

Amendement de suppression n° 209 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 56 B est supprimé.

Article 56 C (p. 5326).

Amendement de suppression n° 210 de la commission. — Adoption.

L'article 56 C est supprimé.

Article 56 D (p. 5327).

Amendement de suppression n° 211 de la commission. — Adoption.

L'article 56 D est supprimé.

Article 56 E (p. 5327).

Amendement de suppression n° 212 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'article 56 E est supprimé.

Avant l'article 56 (p. 5327).

Amendement n° 213 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

L'intitulé de la section II est supprimé.

Article 56 (p. 5327).

M. Séguin.

Amendement n° 214 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat, Séguin. — Adoption.

Amendement n° 215 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 56 modifié.

Article 56 bis (p. 5328).

M. Séguin.

Amendements n° 484 de M. Séguin, 216 de la commission, avec les amendements n° 324 du Gouvernement et 485 de M. Séguin : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat, Séguin, le rapporteur. — Rejet de l'amendement n° 484.

Adoption du sous-amendement n° 324 du Gouvernement.

MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet du sous-amendement n° 485.

Adoption de l'amendement n° 216 modifié.

Amendement n° 361 de M. Séguin : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Adoption de l'article 56 bis modifié.

Article 57 (p. 5333).

Amendement n° 217 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat.

Sous-amendement n° 486 de M. Séguin : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat, Noir. — Rejet.

Sous-amendement n° 487 de M. Séguin : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'amendement n° 217 modifié.

Amendement n° 218 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Amendements n° 383 rectifié de M. Séguin et 488 de M. Charles Milon : MM. Séguin, Gilbert Gantier, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet des deux amendements.

Amendement n° 382 de M. Séguin : MM. Séguin, le rapporteur, le ministre d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 219 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 57 modifié.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

2. — Réinstallation des rapatriés. — Communication relative à la désignation d'une commission mixte paritaire (p. 5336).

3. — Dépôt de rapports (p. 5336).

4. — Dépôt d'un projet de loi modifié par le Sénat (p. 5336).

5. — Dépôt d'un rapport de M. le Premier ministre (p. 5336).

6. — Ordre du jour (p. 5336).

PRESIDENCE DE MME MARIE JACQ, vice-présidente.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente.

Mme la présidente. La séance est ouverte.

— 1 —

DROITS, LIBERTES ET RESPONSABILITES DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS ET DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

Suite de la discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi.

Mme la présidente. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 563, 595).

Cet après-midi, l'Assemblée a poursuivi l'examen des articles et s'est arrêtée à l'article 48 quater.

Article 48 quater.

Mme la présidente. « Art. 48 quater. I. — L'alinéa 2° de l'article 19 du code des caisses d'épargne est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° En prêts aux communes, syndicats de communes, communautés urbaines, districts urbains, départements, territoires d'outre-mer, régions, chambres de commerce, sociétés de développement régional et en prêts ou valeurs bénéficiant de la garantie de ces collectivités. »

« II. — Le premier alinéa de l'article 45 du code des caisses d'épargne est ainsi rédigé :

« Les caisses d'épargne ordinaires peuvent, sur l'avis favorable du comité départemental compétent, décider, dans les conditions définies ci-après, l'attribution de prêts aux communes, syndicats de communes, communautés urbaines, districts urbains, départements, territoires d'outre-mer, régions, chambres de commerce et d'industrie, sociétés de développement régional et aux établissements et organismes bénéficiant de la garantie de ces collectivités, sociétés et établissements publics. »

La parole est à M. Noir, inscrit sur l'article.

M. Michel Noir. Je serai très bref, madame la présidente. L'article 48 quater tend à ajouter à la liste des organismes pouvant bénéficier de prêts de la Caisse des dépôts, les sociétés de développement régional.

Quant à l'article 48 quinquies, il tend à augmenter la part du contingent minimum de l'excédent des dépôts affectés aux prêts « Minjoz », qui sont accordés à des taux préférentiels aux communes et aux départements.

Ces deux articles techniques n'appellent pas de commentaires particuliers de notre part.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je m'exprimerai également sur l'article 48 quater et sur l'article 48 quinquies. Nous sommes tout à fait d'accord avec l'analyse juridique de M. le rapporteur, qui estime que les adjonctions du Sénat relèvent à l'évidence du domaine réglementaire.

J'aimerais cependant connaître l'opinion de la commission et celle du Gouvernement sur les propositions du Sénat : en effet, ajouter les sociétés de développement régional à la liste des organismes susceptibles de recevoir des prêts de la Caisse des dépôts et consignations ne semble pas une mauvaise idée. Il en va de même pour le relèvement de la part du contingent minimum de l'excédent des dépôts affectés aux prêts « Minjoz ».

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, a présenté l'amendement n° 131 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 48 quater. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement tend à supprimer l'article 48 quater introduit par le Sénat.

La commission s'est simplement prononcée sur le degré de détail atteint par le Sénat à propos de la répartition des fonds des caisses d'épargne. Il nous a semblé qu'il n'appartenait pas au législateur d'entrer dans le détail de ces règles financières et la commission n'a donc pas délibéré sur le pourcentage optimal de la part de contingent affecté à ces prêts.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je suis contre le texte du Sénat et pour l'amendement de la commission.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 131. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 48 quater est supprimé.

Article 48 quinquies.

Mme la présidente. « Art. 48 quinquies. — Les troisième et quatrième alinéas de l'article 45 du code des caisses d'épargne sont rédigés comme suit :

« Ce pourcentage, qui ne peut être inférieur à 60 p. 100, est fixé pour l'ensemble des caisses avant le 1^{er} novembre pour l'exercice suivant, par décret pris sur le rapport du ministre de l'économie et des finances après avis de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations et de la commission supérieure des caisses d'épargne.

« A la somme ainsi déterminée s'ajoute, pour chaque caisse, le montant des remboursements effectués au cours de l'année précédente sur le montant des prêts consentis antérieurement à son initiative ou dans le cadre des dispositions visées ci-dessus. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 132 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 48 quinquies. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. L'argumentation est la même que pour l'amendement de suppression précédent.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 132. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 48 quinquies est supprimé.

Avant l'article 49 A.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé du chapitre II :

CHAPITRE II

Suppression des tutelles et transfert du pouvoir exécutif.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 133 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'intitulé du chapitre II :

« De la suppression des tutelles administratives. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement tend à modifier l'intitulé du chapitre II.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 133. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé du chapitre II est ainsi rédigé.

Article 49 A.

Mme la présidente. « Art. 49 A. — Deux ou plusieurs conseils régionaux peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leur président, une entente sur les objets d'utilité régionale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs régions respectives.

« Ils peuvent faire des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune.

« Les questions d'intérêt commun à une ou plusieurs régions sont débattues dans des conférences où chaque conseil régional sera représenté soit par son président soit par une commission spéciale nommée à cet effet. »

La parole est à M. Séguin, inscrit sur l'article.

M. Philippe Séguin. M. le rapporteur va procéder à un transfert, nous le laissons faire.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 134 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 49 A. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Sous bonne garde, je procède donc à ce transfert précieux ! Nous avons en effet introduit la faculté offerte aux régions de coopérer entre elles à l'article 48.

L'article 49 A devient donc sans objet.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 134. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 49 A est supprimé.

Article 49.

Mme la présidente. « Art. 49. — Les délibérations et arrêtés des autorités régionales sont, sous réserve des dispositions de l'article 54, exécutoires dans les mêmes conditions que les délibérations, arrêtés et conventions des autorités communales telles qu'elles sont définies aux articles 2 et 3 de la présente loi.

« Le Gouvernement soumet chaque année au Parlement, avant le 1^{er} juin, un rapport sur l'exercice par les représentants de l'Etat auprès des régions du contrôle a posteriori des actes des autorités régionales. »

La parole est à M. Séguin, inscrit sur l'article.

M. Philippe Séguin. L'amendement n° 135 corrigé de la commission, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 49, va supporter le choc d'un certain nombre de sous-amendements en provenance de l'opposition.

On ne nous en voudra pas de présenter à nouveau à propos de la région, afin que cela figure au *Journal officiel*, certaines des objections que nous avons formulées au titre II.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 135 corrigé ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 49 :

« L'article 7 de la loi du 5 juillet 1972 et l'article 18 de la loi du 6 mai 1976 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« I. — Les délibérations, arrêtés et actes des autorités régionales ainsi que les conventions qu'elles passent sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou à leur notification.

« Les délibérations et arrêtés des autorités régionales ainsi que les conventions qu'elles passent sont notifiés dans la quinzaine au représentant de l'Etat dans la région et, en outre, au président de la chambre régionale des comptes créée par l'article 56 de la loi n° ... du ... relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions lorsqu'il s'agit des budgets et comptes administratifs.

« Le représentant de l'Etat dans la région défère au tribunal administratif les actes qu'il estime contraires à la légalité dans les deux mois suivant la notification prévue à l'alinéa précédent. Il informe le président du conseil régional de son intention de former un recours vingt jours

au moins avant de le déposer à peine d'irrecevabilité et lui communique toutes précisions permettant de modifier dans le sens de la légalité les actes concernés.

« Le représentant de l'Etat dans la région, à la demande du président du conseil régional, peut informer celui-ci de son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités régionales notifié en application de l'alinéa précédent.

« Lorsque le représentant de l'Etat estime qu'il y a urgence, il peut assortir son recours d'une demande de sursis à exécution. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués dans la requête paraît, en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

« Le Gouvernement soumet chaque année, avant le 1^{er} juin, au Parlement un rapport sur le contrôle *a posteriori* exercé à l'égard des actes des régions par les représentants de l'Etat.

« II. — Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi prévue à l'article 1^{er} de la loi n° ... du ... relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et portant répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, les établissements et services publics sanitaires et sociaux restent soumis aux règles antérieurement applicables, telles qu'elles résultent des lois n° 70-1318 du 31 décembre 1970 et n° 75-535 du 30 juin 1975.

« En outre, et jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi prévue à l'alinéa précédent, toute délibération d'une région qui entraîne obligatoirement une participation financière de l'Etat ne peut engager celui-ci qu'avec son accord.

« Cet accord est réputé donné si le représentant de l'Etat dans la région n'a pas fait connaître son opposition dans le délai de deux mois à compter de la notification faite en application du paragraphe I du présent article. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement tend à transposer à la région les règles précédemment adoptées pour la mise en application directe des délibérations et arrêtés des autorités municipales et départementales.

Je présenterai, en conséquence, les mêmes rectifications qu'à l'article 3 et à l'article 32 visant les délibérations, arrêtés, actes et conventions des autorités régionales et le fait que seuls les budgets sont transmis au président de la chambre régionale des comptes, les comptes administratifs n'ayant plus à l'être.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Sur l'amendement n° 135 corrigé, je suis saisie de onze sous-amendements : n° 505, 519, 366, 520, 367, 504, 521, 522, 524, 523 et 525.

Le sous-amendement n° 505 présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Compléter le deuxième alinéa de l'amendement n° 135 corrigé par la nouvelle phrase suivante :

« Toutefois les décisions du président du conseil régional portant répartition ou utilisation de crédits d'Etat décentralisés ne peuvent intervenir que dans les limites de la dotation régionale et après consultation du représentant de l'Etat. »

La parole est à M. Séguin, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Philippe Séguin. M. Millon estime qu'il convient de ne pas soustraire au contrôle administratif et juridictionnel un pan entier du droit des collectivités locales, les contrats de service publics englobant notamment les régies intéressées, les concessions, etc.

Par ailleurs, selon M. Millon, un contrôle *a posteriori* doit être institué sur les décisions portant utilisation de crédits d'Etat, afin d'éviter les surenchères et de responsabiliser l'ordonnateur de crédits qui n'aurait pas été votés par le conseil régional.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. M. Millon peut se réjouir car il a entièrement satisfaction — sans que son sous-amendement soit toutefois adopté. En effet, à l'évidence, lorsque la dotation affectée à la région sera épuisée, il ne sera plus possible au président du conseil régional de mandater des crédits sur ces enveloppes ; sinon, il y aurait lieu de s'inquiéter sur le rôle du comptable qui doit assurer le paiement !

En second lieu, le contrôle *a posteriori* voulu par M. Millon selon toute vraisemblance, assuré par la Cour des comptes ; sinon, il y aurait également lieu de s'inquiéter !

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je suis certain que M. Millon aurait été convaincu par les explications de M. le rapporteur et je retire en son nom ce sous-amendement.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 505 est retiré.

Le sous-amendement n° 519 présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé, après les mots : « les conventions qu'elles passent sont », insérer les mots : « à peine de nullité ».

La parole est à M. Noir, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Michel Noir. Ce qui va sans dire va encore mieux en le disant et en l'écrivant. Notre collègue souhaite donc préciser, au deuxième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé, que les conventions passées par les conseils régionaux doivent être notifiées au représentant de l'Etat à peine de nullité.

En effet, disposer que les conventions sont nulles s'il n'y a pas eu communication au représentant de l'Etat est la meilleure garantie contre tous oublis ou malveillances.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Je crois que M. Noir n'attend pas avec beaucoup d'anxiété l'avis de la commission, puisqu'elle a déjà eu l'occasion de le donner par deux fois en deuxième lecture et plusieurs fois en première lecture.

Il ne faut pas que le défaut de transmission de ces actes administratifs au représentant de l'Etat entraîne leur nullité. Ce défaut de transmission a cependant une conséquence de droit : le représentant de l'Etat dispose d'un délai indéfini pour attaquer ces actes devant le tribunal administratif.

C'est selon nous une dissuasion suffisante.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 519.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 366, présenté par MM. Guichard, Séguin et Toubon, est ainsi rédigé :

« Substituer au début du troisième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé les nouvelles dispositions suivantes :

« Les délibérations et arrêtés des autorités régionales qui contreviennent à une ou plusieurs dispositions de la loi, par leur objet, leur teneur ou les conditions de leur adoption sont nulles et de nul effet.

« La juridiction administrative prononce la nullité. Elle est saisie, par requête publique et motivée, soit par le représentant de l'Etat dans la région, soit par trois conseillers régionaux au moins.

« La saisine n'est plus recevable deux mois après la date de la publication ou, pour le représentant de l'Etat, deux mois après la notification qui lui en est faite.

« Le représentant de l'Etat informe... » (Le reste sans changement.)

La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Le sous-amendement reprend, pour la région, des dispositions que nous avons déjà présentées pour la commune et le département.

Il s'agit de prévoir les conditions de la nullité des délibérations et arrêtés des autorités régionales dans certains cas, ainsi que les conditions d'intervention de la juridiction administrative. Le système proposé est différent de celui du rapporteur.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission reprend les mêmes arguments qu'elle avait opposés à ces dispositions à propos des départements et des communes.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 366. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 520, présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Dans la seconde phrase du troisième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé, après les mots : « toutes précisions », insérer les mots : « sous forme écrite ».

La parole est à M. Séguin, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Philippe Séguin. M. Millon désire apporter une précision au système prévu dans le quatrième alinéa du I de l'amendement n° 135 corrigé, qui prévoit que : « Le représentant de l'Etat dans la région défère au tribunal administratif les actes qu'il estime contraires à la légalité... Il informe le président du conseil régional de son intention de former un recours (...) avant de le déposer à peine d'irrecevabilité et lui communique toutes précisions permettant de modifier dans le sens de la légalité les actes concernés. »

M. Millon souhaite que ces précisions soient apportées sous forme écrite.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Je confirme que les usages administratifs en vigueur donnent l'assurance que ces informations seront bien données par le représentant de l'Etat sous forme écrite, sans que nous ayons à le mentionner dans la loi.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Compte tenu des précisions apportées par M. le rapporteur, je retire le sous-amendement n° 520.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 520 est retiré.

Le sous-amendement n° 367, présenté par MM. Guichard, Séguin et Toubor est ainsi rédigé :

« Après le quatrième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé, insérer le nouvel alinéa suivant : « Le tribunal administratif statue dans un délai de deux mois. Si, à l'issue de ce délai, il ne s'est pas prononcé, le litige est porté devant le Conseil d'Etat, qui statue selon une procédure d'urgence. »

La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je serai très bref car M. le rapporteur a déjà répondu à deux reprises sur des sous-amendements identiques présentés à propos des communes et des départements.

Il s'agit de prévoir le cas où le tribunal administratif n'a pas statué dans le délai de deux mois. Dans ce cas, le litige est porté devant le Conseil d'Etat, qui statue selon une procédure d'urgence qu'affectionne M. le rapporteur.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Je me laisserais presque attendre ! Mais comme la seule différence entre ce sous-amendement et mon amendement porte sur le délai laissé au tribunal administratif pour statuer, il me semble que, pour des tribunaux qui jugent habituellement en deux ans, le fait de juger en trois mois, comme je le propose, au lieu de deux, est un effort suffisant.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 367.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 504, présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Au début du cinquième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé, après les mots : « le représentant de l'Etat », insérer les mots : « qui peut être saisi par tout citoyen ayant un intérêt direct ».

La parole est à M. Séguin, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Philippe Séguin. M. Millon estime qu'il convient d'étendre à tout citoyen le pouvoir de saisir le représentant de l'Etat afin de lui demander de suspendre l'application d'une mesure qui peut lui porter atteinte. D'après lui, cette disposition permettra de sauvegarder les intérêts des minorités, et elle est conforme à l'esprit d'une démocratie plus ouverte.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. M. Séguin a un art pour lire les textes que l'on ne peut acquiescer qu'au fauteuil de la présidence de cette assemblée (sourires), mais, en dépit de cet art, je ne saurais être convaincu.

Suivant le droit commun, tout citoyen peut déférer une délibération du conseil régional devant le tribunal administratif. Il n'a donc pas de raison de se servir du commissaire de la République comme porteur de message.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 504.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 521, présenté par M. Charles Millon, est ainsi rédigé :

« Supprimer la seconde phrase du cinquième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé. »

La parole est à M. Noir, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Michel Noir. Compte tenu de sa merveilleuse connaissance du droit administratif et de la jurisprudence, notre rapporteur accèdera certainement à la demande de M. Charles Millon.

Il considérera sûrement, en effet, avec notre collègue, qu'il n'est point besoin de conserver la seconde phrase de cet alinéa puisque c'est la fonction même du juge administratif que de faire droit à une demande de sursis à exécution en retenant soit un motif sérieux, soit un risque de dommage irréparable.

Je suppose donc qu'il n'y a pas besoin de rappeler ce qui est un principe général. C'est probablement le sens du sous-amendement de M. Charles Millon.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Hélas ! il est besoin de le rappeler.

En effet, nous avons déjà été amenés dans ce projet, parfois dans un souci d'apaisement psychologique, à répéter des dispositions qui figuraient dans la loi. Mais, en l'espèce, ce n'est pas le cas, car nous n'instaurons qu'une seule condition au sursis, alors qu'habituellement il faut les deux : le motif d'annulation sérieux et le préjudice difficilement réparable, ce qui donne un avantage au représentant de l'Etat lorsqu'il conteste une délibération.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 521.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 522 présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Compléter le cinquième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé par la nouvelle phrase suivante : « La demande du président du conseil régional ne revêt pas de caractère automatique, elle est spécialement motivée dans chaque cas. »

La parole est à M. Séguin, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Philippe Séguin. Selon M. Millon, il s'agit d'éviter que, par le biais de demandes systématiques, le contrôle a priori ne se rétablisse.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Je répète que la demande faite au représentant de l'Etat d'annoncer son intention de ne pas déférer est un élément important de commodité administrative pour la collectivité régionale. Il ne faut donc certainement pas l'assortir de formalités supplémentaires, au demeurant assez artificielles.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. J'ai l'impression qu'on a employé, à deux reprises, l'appellation : « cinquième alinéa du paragraphe I », pour des paragraphes qui étaient tout à fait différents.

M. Edmond Garcin. Exactement !

M. Alain Richard, rapporteur. Que serions-nous devenus si vous ne l'aviez pas précisé !

M. Philippe Séguin. Je cherche à me rendre utile... (Sourires.)

M. Alain Richard, rapporteur. Vous pouvez vous rendre utile, monsieur Séguin, j'en suis sûr ! (Nouveaux sourires.)

M. Philippe Séguin. Ne poursuivons pas !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 522.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 524 présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Après le cinquième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé, insérer le nouvel alinéa suivant :

« Si le sursis à exécution est prononcé, l'exécution de l'acte attaqué est suspendue jusqu'à ce que la décision de la juridiction administrative statuant en dernier ressort ait acquis l'autorité de la chose jugée. »

La parole est à M. Séguin, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Philippe Séguin. Je le retire, car j'ai l'impression que ce sous-amendement de M. Charles Millon a satisfaction.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 524 est retiré. Le sous-amendement n° 523 présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Après le cinquième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 135 corrigé, insérer le nouvel alinéa suivant :

« Le tribunal administratif saisi, statue dans un délai de trois mois. Si à l'issue de ce délai, il ne s'est pas prononcé, le litige est porté devant le Conseil d'Etat qui statue selon une procédure d'urgence définie par décret en Conseil d'Etat. »

La parole est à M. Séguin, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Philippe Séguin. Je le retire également. Mais je m'aperçois à l'instant que c'est par erreur que j'ai retiré le sous-amendement n° 524. C'est le sous-amendement n° 523 qui a satisfaction. Il n'en était pas de même du sous-amendement n° 524 que j'aurais dû maintenir. J'espère que M. Millon voudra bien me pardonner !

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 523 est retiré.

Le sous-amendement n° 525, présenté par M. Charles Millon, est ainsi rédigé :

« Supprimer le premier alinéa du paragraphe II de l'amendement n° 135 corrigé. »

La parole est à M. Séguin, pour défendre ce sous-amendement.

M. Philippe Séguin. M. Millon estime qu'il est inutile et prématuré d'annoncer dans cette loi une disposition qui ne figurera pas dans le texte sur les transferts de compétences.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Ce sous-amendement vise à supprimer un mécanisme de contrôle comptable qui peut éviter à l'Etat de se trouver engagé sans le savoir dans des dépenses nouvelles. Il paraît donc assez inopportun, et je crois pouvoir compatir avec M. Séguin, sans vouloir être désobligeant pour notre collègue, en disant qu'après cette série, il peut vraiment ressentir ce que signifie le terme « défendre » un amendement !

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 525.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 135 corrigé, compte tenu des rectifications proposées par M. le rapporteur, et acceptées par le Gouvernement.

(L'amendement, ainsi rectifié, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 49.

Article 49 bis.

Mme la présidente. Le Sénat a supprimé l'article 49 bis. Je suis saisie de deux amendements, n° 136 et 526, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 136, présenté par M. Alain Richard, rapporteur, est ainsi rédigé :

« Rétablir l'article 49 bis dans le texte suivant :

« Sont abrogées toutes les dispositions prévoyant l'annulation par le Gouvernement ou ses représentants des délibérations, arrêtés et actes des autorités régionales ainsi que toutes celles soumettant à approbation les délibérations et arrêtés ainsi que les conventions qu'elles passent. »

L'amendement n° 526 présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Rétablir l'article 49 bis dans le texte suivant :

« Sont abrogées toutes les dispositions prévoyant l'annulation par le Gouvernement ou ses représentants des délibérations du conseil régional et des décisions des autorités régionales, ainsi que toutes celles soumettant à approbation les délibérations, arrêtés, actes, ainsi que les conventions qu'elles passent, sous réserve des pouvoirs de sauvegarde et du sursis à exécution qui sont reconnus au représentant de l'Etat. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 136.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit d'inscrire dans la loi l'abrogation générale de toutes les dispositions qui prévoyaient l'annulation par le Gouvernement des délibérations, arrêtés ou actes des autorités régionales.

C'est donc la reprise des dispositions retenues pour les communes et les départements.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour défendre l'amendement n° 526.

M. Philippe Séguin. M. Millon suggère de conserver la rédaction de la commission et d'y ajouter : « sous réserve des pouvoirs de sauvegarde et du sursis à exécution qui sont reconnus au représentant de l'Etat. »

M. Millon estime en effet qu'il est nécessaire d'insérer dans cet article une disposition qui prévoit l'exercice par le représentant de l'Etat du sursis à exécution des décisions en cas d'urgence et des pouvoirs de sauvegarde lorsque l'exécutif de la région doit prendre des mesures de police spécialisée.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. L'intention de M. Millon est sans doute la même que celle qui inspire mon propre amendement. Mais, je crois, sa rédaction est ambiguë : une fois prévues les nouvelles règles et abrogées celles qu'on remplace, il est évidemment ambigu de prévoir une abrogation sous réserve de quelque chose. Bien entendu, les nouvelles règles prévalent. Mais l'abrogation doit être nette et opérée sans conditions.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 136.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 49 bis est ainsi rétabli et l'amendement n° 526 n'a plus d'objet.

Avant l'article 50.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 137 corrigé, ainsi rédigé :

« Insérer le nouvel intitulé suivant :

« Chapitre III

« Du fonctionnement des institutions régionales. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement vise simplement à la modification d'un intitulé.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 137 corrigé.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé du chapitre III est ainsi rédigé.

Article 50.

Mme la présidente. « Art. 50. — Le conseil régional élit son président et un ou plusieurs vice-présidents.

« Il établit son règlement intérieur et le transmet au tribunal administratif compétent qui se prononce sur sa conformité à la loi dans le délai d'un mois.

« Il se réunit à l'initiative de son président au moins une fois par trimestre. Il peut, en outre, se réunir à la demande de la moitié au moins de ses membres sur un ordre du jour déterminé et pour une durée qui ne peut excéder cinq jours.

« En cas de circonstances exceptionnelles, il peut être réuni également par décret. »

La parole est à M. Noir, inscrit sur l'article.

M. Michel Noir. L'article 50 précise la manière dont le conseil régional s'organise et, notamment, comment il élit son président et son bureau. Je ferai à son propos trois observations :

La première est qu'il nous paraît nécessaire de revenir à ceci, que nous avons suggéré en première lecture et que le Sénat a retenu : il appartient au tribunal administratif de contrôler la conformité à la loi du règlement intérieur du conseil régional, comme d'ailleurs de toutes les assemblées délibérantes, et j'insiste sur ce point, monsieur le rapporteur.

Deuxième observation : il est normal de prévoir la possibilité pour la minorité de ses membres de demander la réunion du conseil régional sur un ordre du jour précis et pour une courte durée.

Troisième observation : on peut espérer que le conseil régional pourra travailler de façon efficace grâce aux nouvelles compétences qui lui seront attribuées, et dont nous pouvons penser qu'elles seront importantes, même si nous ne connaissons pas encore les intentions du Gouvernement sur ce point. C'est ainsi qu'un vice-président, membre du bureau, pourra bénéficier d'une délégation de signature.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 138 rectifié ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 50 :

« I. — Les deux premiers alinéas de l'article 11 de la loi du 5 juillet 1972 et les alinéas 1 et 3 de l'article 22 de la loi du 6 mai 1976 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le conseil régional élit son président et les autres membres du son bureau après chaque renouvellement général ou partiel des assemblées dont sont issus les conseillers régionaux.

« Le conseil régional établit son règlement intérieur. Il se réunit à l'initiative de son président ou à la demande de son bureau. Il se réunit également à la demande du tiers de ses membres, sur un ordre du jour déterminé pour une durée qui ne peut excéder deux jours.

« Un même conseiller régional ne peut présenter plus d'une demande de réunion par semestre.

« Le conseil régional peut déléguer une partie de ses attributions au bureau.

« II. — L'article 12, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 juillet 1972 et l'article 23 de la loi du 6 mai 1976 sont abrogés.

« III. — L'article 11 de la loi du 5 juillet 1972 et l'article 22 de la loi du 6 mai 1976 sont complétés par le nouvel alinéa suivant :

« En cas de circonstances exceptionnelles, les conseils régionaux peuvent être également réunis par décret. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. L'article 50 définit la place des institutions de la région, le conseil régional, et son président.

Nous proposons de reprendre, à quelques modifications rédactionnelles près, la rédaction qu'avait adoptée l'Assemblée en première lecture. Nous y avons ajouté une définition plus stricte des possibilités offertes aux conseils généraux de demander une session extraordinaire de deux jours.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour.

Mme la présidente. Sur cet amendement, je suis saisi de dix sous-amendements n° 567, 475, 527, 528, 568, 329, 330, 476, 569 et 571.

Le sous-amendement n° 567 présenté par M. Noir est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 138 rectifié :

« Le conseil régional élit en son sein son président et les autres membres du bureau. Ces derniers sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle. Ils sont rééligibles. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Ce sous-amendement n° 567 tend, notamment, à préciser le mode de scrutin pour l'élection des membres du bureau, disposition qu'il nous paraît opportun d'insérer dans un texte de loi pour lui conférer un caractère solennel, même si, jusqu'à présent, nous ne savons rien des intentions du Gouvernement sur les modalités de ces élections.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Il est possible que, dans certaines régions, cette formule soit adoptée. Mais elle n'est tout de même pas conforme à l'esprit de l'institution, monsieur Noir, puisque le bureau de la région aura d'abord une fonction exécutive. Les vice-présidents partageront avec le président l'exercice d'un certain nombre de responsabilités et la conduite des activités de la région.

Même dans leur activité délibérative, c'est-à-dire lorsqu'ils siègent par délégation du conseil régional, ils succèdent à des commissions, permanentes ou déléguées, qui, bien souvent, n'ont pas été élues à la représentation proportionnelle. Donc, nous n'avons pas ici à fixer un principe qui, de surcroît, ne serait probablement pas celui-là, mais celui du scrutin majoritaire.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 567.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 475 présenté par MM. Séguin, Guichard et Toubon est ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 138 rectifié, après les mots : « c'est son président », insérer les mots : « , des vice-présidents ».

La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Ce sous-amendement vise à individualiser, en quelque sorte, les vice-présidents, à les distinguer des membres du bureau, compte tenu des tâches particulières qui leur incombent, ne serait-ce que le remplacement du président.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Nous n'avons pas examiné ce sous-amendement en commission, madame la présidente, mais il ne nous paraît pas devoir entraîner d'objection, puisqu'il devra nécessairement y avoir des vice-présidents dans le conseil régional. Il n'y a donc aucun inconvénient à ce que la loi le précise.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Sagesse.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 475. (Le sous-amendement est adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 527, présenté par M. Charles Millon, est ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 138 rectifié, après les mots : « de son bureau », insérer les mots : « ainsi que le président de la commission déléguée. »

La parole est à M. Séguin, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Philippe Séguin. M. Millon suggère que dans la liste des personnes à élire par le conseil régional figure le président de la commission déléguée. Il estime souhaitable que ce président, à l'instar du président de la commission départementale, soit distinct du président du conseil régional. Certes, cela dépend du maintien ou du non-maintien du président de la commission déléguée.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Sauf erreur de ma part, l'existence même d'une commission déléguée ou permanente n'était pas prévue par la loi de 1972. Il n'y aurait donc pas lieu de l'introduire maintenant puisqu'il appartiendra au bureau d'assumer ces tâches de permanence entre les sessions.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Nous nous trouvons en présence du même principe que pour la commission permanente du département. Désormais, l'exécutif reviendra au président et au bureau du conseil régional — et non plus au préfet de région — par conséquent il n'y a pas lieu de retenir le sous-amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 527.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 528 présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Compléter le deuxième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 138 rectifié par la nouvelle phrase suivante : « Il fixe le nombre et la composition des commissions spécialisées. »

La parole est à M. Séguin, pour soutenir ce sous-amendement.

M. Philippe Séguin. Ce sous-amendement se justifie par son texte même.

M. le rapporteur pourra répondre que, même sans un texte, le conseil régional peut fixer lui-même le nombre et la composition des commissions.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Je puis compléter la réponse déjà pertinente que m'a suggérée M. Séguin, en précisant que ce point fait partie de ceux que le conseil régional aura à régler dans son règlement intérieur.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 528. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 568 présenté par M. Noir est ainsi rédigé :

« Compléter le deuxième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 138 rectifié, par la nouvelle phrase suivante :

« Les fonctions de président du conseil régional sont incompatibles avec celles de président du conseil général et de maire de la ville chef-lieu. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Ce sous-amendement me permet d'évoquer la limitation du cumul des mandats sur laquelle le Gouvernement a annoncé qu'un texte serait soumis au Parlement.

Monsieur le ministre d'Etat, ce texte interviendra-t-il avant ou après l'adoption des projets de loi relatifs à la répartition des compétences, et avant l'élection du conseil régional au suffrage universel ?

M. Philippe Séguin. Bonne question !

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission a été défavorable à l'adoption de ce sous-amendement. Elle a en effet souhaité écarter toutes dispositions de droit électoral ou relatives au statut des élus dans l'attente de l'adoption d'une loi spéciale.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ce texte doit effectivement être voté et promulgué avec les élections du conseil régional, c'est-à-dire avant le mois de mars 1983.

J'ai pris l'engagement de consulter tous les groupes à l'Assemblée nationale et au Sénat sur ce sujet.

M. Michel Noir. Merci, monsieur le ministre d'Etat.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 568. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Les deux sous-amendements suivants sont présentés par M. Ducloné et les membres du groupe communiste.

Le sous-amendement n° 329 est ainsi rédigé :

« A la fin de la troisième phrase du troisième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 138 rectifié, supprimer les mots : « pour une durée qui ne peut excéder deux jours. »

Le sous-amendement n° 330 est ainsi rédigé :

« Supprimer l'avant-dernier alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 138 rectifié. »

La parole est à M. Garcin.

M. Edmond Garcin. En présentant ces deux sous-amendements, M. Ducloné entendait revenir au texte voté en première lecture compte tenu des ajouts opérés par le Sénat.

Le premier tend à supprimer la disposition selon laquelle un même conseiller régional ne peut présenter plus d'une demande de réunion par semestre.

Le second a pour objet de permettre au conseil régional de se réunir en cas de circonstances exceptionnelles sans limitation de durée.

Le même problème s'était posé pour le département. Compte tenu des votes intervenus aux titres précédents, nous retirons ces deux sous-amendements.

Mme la présidente. Les sous-amendements n° 329 et 330 sont retirés.

Le sous-amendement n° 476, présenté par MM. Séguin, Guichard et Toubon, est ainsi rédigé :

« Avant le dernier alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 138 rectifié insérer le nouvel alinéa suivant :

« Le règlement intérieur du conseil régional fixe les critères de détermination de l'ordre des nominations des vice-présidents. »

La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Au risque que ma proposition soit jugée superfétatoire par M. le rapporteur, il serait tout de même souhaitable de préciser, dans la mesure où il sera prévu qu'il reviendra à un vice-président, choisi dans l'ordre des nominations, de remplacer, en cas de vacance, le président du conseil régional, que « le règlement intérieur du conseil régional fixe les critères de détermination de l'ordre des nominations des vice-présidents ».

Beaucoup de conseils régionaux avaient omis de préciser ce point dans leur règlement intérieur actuel. Par exemple, dans mon conseil régional, on est dans l'incapacité absolue de savoir dans quel ordre les vice-présidents remplacent le président. Du coup, le président est toujours là. (Sourires.)

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Vous avez pu vérifier qu'il en était de même dans les commissions de l'Assemblée nationale ! (Nouveaux sourires.)

La mention de l'ordre de nomination est utile puisqu'elle a été retenue dans les dispositions relatives aux institutions départementales. Nous sommes donc obligés de la reprendre dans le titre consacré à la région, dans lequel elle ne figurait pas. Votre amendement est utile puisqu'il l'introduit.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je m'en remets à la sagesse de l'Assemblée.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 476.

(Le sous-amendement est adopté.)

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 569 présenté par M. Noir est ainsi rédigé :

« Compléter le cinquième alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 138 rectifié, par le nouveau paragraphe suivant :

« L'article 11 de la loi du 5 juillet 1972 et l'article 22 de la loi du 6 mai 1976 sont ainsi complétés :

« Le conseil régional élit en son sein une commission permanente composée de huit à douze membres, au scrutin de liste majoritaire, qui assiste le président, lequel la préside, entre les sessions du conseil. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Je vais retirer ce sous-amendement puisque, dans la rédaction que propose le rapporteur, il est expressément prévu que le conseil régional peut déléguer une partie de ses attributions au bureau. J'imagine qu'une répartition des tâches avec délégation de signature s'effectuera entre les membres du bureau et que chacun des vice-présidents se verra attribué un secteur de compétence. Cette disposition répond au souci qui nous animait lorsque nous proposons de reprendre le système de la commission permanente qui permet, entre les sessions du conseil régional, de diligencier ses affaires. Je retire donc mon amendement.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 569 est retiré.

Le sous-amendement n° 571 présenté par M. Noir est ainsi rédigé :

« Compléter le paragraphe III de l'amendement n° 138 rectifié, par le nouveau paragraphe suivant :

« Le conseil régional peut décider de la création de commission d'enquête, par le vote à la majorité absolue, d'une proposition de résolution. Ces commissions d'enquête fixent librement les modalités de leurs travaux, dans le respect des conditions prévues. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Il peut être intéressant de prévoir la possibilité pour les conseils régionaux de créer, sur des sujets limitatifs et dans le respect des conditions régissant leur fonctionnement, des commissions d'enquête. Par exemple, les résultats d'une enquête sur tel secteur économique ou industriel seraient rapportés devant le conseil régional.

Cette procédure pourrait se révéler efficace.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Il ne peut être que défavorable parce qu'un conseil régional, comme toute assemblée délibérante locale, peut toujours créer en son sein des commissions chargées d'étudier tel ou tel problème et de lui soumettre un rapport.

En revanche, la notion de commission d'enquête suppose un pouvoir de contrainte de convoquer des personnes qui, si elles n'y répondaient pas, seraient passibles de sanctions pénales. Tel est bien le cas pour les commissions d'enquête de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

Une assemblée locale ne peut évidemment pas avoir ce pouvoir de contrainte. Je crois qu'il faut simplement renvoyer aux règlements intérieurs la possibilité de créer des commissions d'étude.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. M. le rapporteur a raison. On peut en effet considérer que cette faculté peut être prévue par le règlement intérieur. Je ne voudrais pas laisser planer une équivoque avec les commissions d'enquête et les conséquences qui peuvent en découler pour les tiers.

Je retire mon sous-amendement.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 571 est retiré. Je mets aux voix l'amendement n° 138 rectifié, modifié par les sous-amendements adoptés.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 50.

Article 50 bis A.

Mme la présidente. « Art. 50 bis A. — Lorsque le fonctionnement d'un conseil régional se révèle impossible, le Gouvernement peut en prononcer la dissolution par décret motivé pris en conseil des ministres ; il en informe le Parlement dans le délai le plus bref.

« La dissolution ne peut jamais être prononcée par voie de mesure générale.

« En cas de dissolution du conseil régional, de démission de tous les membres en exercice ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, le président est chargé de l'expédition des affaires courantes. Ses décisions ne sont exécutoires qu'avec l'accord du représentant de l'Etat auprès de la région. Il est procédé à la réélection du conseil régional dans un délai de deux mois. L'assemblée se réunit de plein droit le deuxième lundi qui suit le premier tour de scrutin au lieu et heure fixés par le décret de dissolution. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 139 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 50 bis A. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Le Sénat a voulu prendre de l'avance sur la législation, puisqu'il a prévu un mécanisme de dissolution du conseil régional. Ce mécanisme se comprendra bien lorsque le conseil régional sera élu au suffrage direct. On pourra mettre fin à son mandat s'il se trouve en grande difficulté de fonctionner et le renvoyer devant les électeurs.

En revanche, tant que le conseil régional — ce qui est le cas jusqu'à une loi ultérieure — est une assemblée élue au suffrage indirect par d'autres assemblées, une dissolution à un moment déterminé, alors qu'aucune des assemblées qui désignent les conseillers régionaux n'aura été renouvelée, a toutes les chances d'entraîner la reconduction des mêmes conseillers régionaux et donc d'être une opération assez complexe formellement et sans aucun résultat pratique.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Le Gouvernement est pour.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. L'argument du rapporteur n'est que partiellement exact. S'il est vrai que la plupart des membres de droit reviendront, un processus de nomination sera tout de même à nouveau déclenché par les conseils généraux pour une partie de l'effectif du conseil régional.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Non, puisque de toute façon la composition des conseils généraux ne change que tous les trois ans et qu'à chacun de leur renouvellement la délégation au conseil régional est reconduite.

Il pourrait, à l'extrême limite, se produire une modification, à la suite d'une ou deux élections partielles entre deux renouvellements triennaux, qui ferait basculer la majorité du conseil général et par conséquent sa délégation au conseil régional. Dans les quatorze mois qui viennent la probabilité pour qu'un tel événement se produise est tout de même de l'ordre de « ε » !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Au cours des quatorze derniers mois, la majorité du conseil général de mon département a changé et de plus ce n'était pas dans le bon sens ! (Sourires.)

M. Alain Richard, rapporteur. Cela n'aura pas dû modifier celle du conseil régional.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 139. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 50 bis A est supprimé.

Article 50 bis.

Mme la présidente. « Art. 50 bis. — Quinze jours au moins avant la réunion du conseil régional, le président adresse aux conseillers régionaux un rapport sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.

« Chaque année, le président rend compte au conseil régional, par un rapport spécial et détaillé, de la situation de la région, de l'activité et du financement des organismes qui en dépendent. Ce rapport écrit précise, en outre, l'état d'exécution des délibérations du conseil régional et la situation financière de la région.

« Quinze jours avant cette même séance, les conseillers régionaux reçoivent également un rapport écrit du représentant de l'Etat sur la situation et l'activité des services de l'Etat dans la région.

« Ces rapports donnent lieu à un débat. Ils sont également présentés au comité économique et social qui émet un avis après débat. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 140 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 50 bis :

« Il est inséré, dans la loi du 5 juillet 1972, un article 16-1 et, dans la loi du 6 mai 1976, un article 27-1, ainsi rédigés :

« Huit jours au moins avant la réunion du conseil régional, le président adresse aux conseillers régionaux un rapport sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.

« Chaque année, le président rend compte au conseil régional, par un rapport spécial, de la situation de la région, de l'état d'exécution du plan régional ainsi que de l'activité et du financement des différents services de la région et des organismes qui dépendent de celle-ci.

« Le rapport précise également l'état d'exécution des délibérations et la situation financière de la région.

« En outre, chaque année, le représentant de l'Etat dans la région informe le conseil régional, par un rapport spécial, de l'activité des services de l'Etat dans la région.

« Ces rapports donnent lieu à un débat. »

Sur cet amendement, je suis saisie de deux sous-amendements n° 529 et 477.

Le sous-amendement n° 529, présenté par M. Charles Millon, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de l'amendement n° 140 :

« Quinze jours au moins, sauf urgence déclarée, avant la réunion du conseil régional... » (le reste sans changement).

Le sous-amendement n° 477, présenté par MM. Séguin, Guichard et Toubon, est ainsi rédigé :

« Dans l'avant-dernier alinéa de l'amendement n° 140, après les mots : « un rapport spécial », insérer le mot : « écrit ».

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 140.

M. Alain Richard, rapporteur. L'amendement n° 140 a pour objet de modifier les règles de présentation des rapports au conseil régional. Désormais le président du conseil régional devra envoyer aux conseillers les rapports sur les affaires soumises au conseil huit jours avant sa réunion ; son rapport d'activité devra préciser l'état d'exécution des délibérations déjà votées et décrire la situation financière de l'institution régionale.

En outre le représentant de l'Etat présentera au conseil régional un rapport spécial sur l'activité des services de l'Etat.

Je suppose que M. Séguin me suggérera de modifier l'amendement de manière à bien préciser que le rapport du président du conseil régional et le rapport du commissaire de la République feront l'objet de deux débats séparés et que le débat sur le rapport du commissaire ne pourra avoir lieu qu'en la présence de celui-ci.

Je suis d'accord, et je présente les mêmes rectifications qu'à l'article 28.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour soutenir le sous-amendement n° 529.

M. Philippe Séguin. M. Charles Millon, qui est un homme prévoyant, souhaite que l'on fixe à quinze jours, sauf urgence déclarée, avant la réunion du conseil régional, le délai dans lequel le président doit avoir adressé aux conseillers régionaux un rapport sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.

Si l'on avait huit jours à l'Assemblée nationale, ce ne serait déjà pas mal ! (Sourires.)

Je me permets d'ouvrir une parenthèse puisque vous en êtes aux corrections de l'amendement, monsieur le rapporteur. Ne serait-il pas possible de prévoir que les avis du comité économique et social doivent également être transmis aux membres du conseil régional ?

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Votre question, monsieur Séguin, me permet d'affirmer que c'est évident et que c'est la logique même. D'ailleurs, les travaux préparatoires feront foi pour le cas où un membre d'une des institutions concernées serait de mauvaise foi.

En ce qui concerne le sous-amendement n° 529 fixant le délai à quinze jours, même si l'institution régionale dispose de moyens importants, l'obligation de préparer tous les rapports d'une séance quinze jours à l'avance risque tout de même d'être très rigide car on sait très bien que leur établissement suppose la transmission d'informations par une multitude de services différents et qu'il y en a toujours qui s'arrangent pour être en retard.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 529. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour soutenir le sous-amendement n° 477.

M. Philippe Séguin. Mêmes arguments et mêmes raisons que pour un sous-amendement identique sur le titre II.

Il s'agit de préciser que le rapport spécial du représentant de l'Etat est écrit, sous réserve de ce qui est prévu au sujet de la venue du représentant de l'Etat devant le conseil régional.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Les auteurs de ce sous-amendement que je propose de repousser auront satisfaction d'une autre façon. En effet, le principe normal et les usages administratifs font que le rapport sera écrit. Le commissaire aura l'occasion de venir le soutenir devant le conseil régional, sinon il n'y aura pas de débat.

M. Philippe Séguin. Dans ces conditions, je retire le sous-amendement.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 477 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 140, compte tenu des rectifications proposées par M. le rapporteur et acceptées par le Gouvernement.

(L'amendement, ainsi rectifié, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 50 bis.

Article 51.

Mme la présidente. « Art. 51. — Le président du conseil régional est l'organe exécutif de la région. Il prépare et exécute les délibérations du conseil régional.

« Il est l'ordonnateur des dépenses de la région et prescrit l'exécution des dépenses régionales.

« Il est seul chargé de l'administration ; à ce titre, il est le chef des services de la région. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ceux-ci, à des membres du conseil régional. »

La parole est à M. Séguin, inscrit sur l'article.

M. Philippe Séguin. S'agissant d'une deuxième lecture, mon collègue M. Michel Noir et moi-même ne répéterons pas à chaque article des raisons de notre hostilité de fond. A propos de l'article 51, nous aurions pu rappeler nos réticences devant

la perspective de transférer au président du conseil régional la responsabilité des services qui sont actuellement placés sous les ordres du préfet.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 141 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 51 :

« L'article 16 de la loi du 5 juillet 1972 et l'article 27 de la loi du 6 mai 1976 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le président du conseil régional est l'organe exécutif de la région.

« Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du conseil régional. Ces délégations subsistent tant qu'elle n'ont pas été rapportées.

« Il prépare et exécute les délibérations du conseil régional.

« Il est l'ordonnateur des dépenses de la région et prescrit l'exécution des recettes régionales qui ne sont pas administrées par les services de l'Etat. Il gère le patrimoine de la région.

« Il est le chef des services que la région crée pour l'exercice de ses compétences. En outre, le représentant de l'Etat passe avec chaque conseil régional une convention approuvée par arrêté du ministre de l'intérieur fixant la liste des services de la mission régionale transférés à la collectivité régionale. A défaut de convention passée dans le délai de trois mois après la publication de la loi n° ... du ... relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, cette liste est établie par décret en Conseil d'Etat. »

Sur cet amendement, je suis saisi de quatre sous-amendements n° 572, 323, 368 et 530.

Le sous-amendement n° 572 présenté par M. Noir est ainsi rédigé :

« A la fin du quatrième alinéa de l'amendement n° 141, insérer la nouvelle phrase suivante :

« Il instruit les questions soumises au comité économique et social. »

Le sous-amendement n° 323, présenté par le Gouvernement, est ainsi rédigé :

« Après la première phrase du dernier alinéa de l'amendement n° 141, insérer la nouvelle phrase suivante :

« Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner une délégation de signature aux responsables desdits services. »

Le sous-amendement n° 368, présenté par MM. Guichard, Séguin et Toubon, est ainsi rédigé :

« Après les mots : « une convention », rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du sixième alinéa de l'amendement n° 141 :

« ... fixant la liste des services régionaux transférés à la collectivité régionale ou, sous l'autorité et la responsabilité du représentant de l'Etat, mis à sa disposition. »

Le sous-amendement n° 530, présenté par M. Charles Millon, est ainsi rédigé :

« Après les mots : « convention passée », rédiger ainsi la fin de la dernière phrase du dernier alinéa de l'amendement n° 141 :

« ... au jour des élections régionales, cette liste est établie par décret en Conseil d'Etat. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 141.

M. Alain Richard, rapporteur. Les modifications que nous proposons, par cet amendement, ne sont que formelles puisque le Sénat a accepté, pour l'essentiel, le dispositif adopté en première lecture par l'Assemblée. Toutefois, nous réintroduisons une disposition selon laquelle le représentant de l'Etat passe avec chaque conseil régional une convention, approuvée par arrêté du ministre de l'intérieur, fixant la liste des services de la mission régionale transférés à la collectivité régionale.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. La parole est à M. Noir, pour défendre le sous-amendement n° 572.

M. Michel Noir. L'article 16 de la loi du 5 juillet 1972 définissait les modalités d'instruction par le préfet des affaires débattues au sein du comité économique et social. Or, ce dernier est complètement oublié par la nouvelle rédaction de l'article 51 que la commission propose. A moins que la majorité ne veuille manifester ainsi qu'elle porte peu d'intérêt à cette assemblée, elle devrait accepter notre sous-amendement qui tend à combler un vide.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Ce sous-amendement ne tient pas compte des changements opérés au niveau des institutions régionales.

Désormais, le comité économique et social aura la possibilité, avant de présenter des avis, de demander des éléments d'information aussi bien aux services restés sous la coupe de l'Etat qu'à ceux passés sous celle de l'établissement public régional. Il serait donc maladroit de prévoir que seul le président du conseil régional instruit les affaires soumises au comité économique et social.

Mieux vaut ne rien dire et laisser celui-ci définir ses méthodes de travail.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 572.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat, pour défendre le sous-amendement n° 323.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ce sous-amendement tend à permettre au président de donner une délégation de signature aux responsables des services régionaux.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Cette disposition est opportune. La charge de la présidence du conseil régional sera très lourde et on ne peut pas condamner son titulaire à passer sa journée à signer des documents de gestion !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je n'insisterai pas sur le fait que si la volonté de décentralisation est réelle, elle ne réduit pas à néant les risques d'apparition concomitante d'une technocratie régionale.

En revanche, je voudrais m'étonner que le gouvernement veuille préciser que le président du conseil régional délègue, sous sa surveillance et sa responsabilité, sa signature à des chefs de services régionaux.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Forcément !

M. Philippe Séguin. Alors, *quid* de la cour de discipline budgétaire et financière ? Cet après-midi, lorsque j'ai proposé que le président du conseil régional délègue, sous sa surveillance et sa responsabilité, sa signature aux vice-présidents, on m'a rétorqué que les membres du bureau demeureront responsables vis-à-vis de la cour de discipline budgétaire et financière.

A la lecture du sous-amendement n° 323, je conclus que le chef de service à qui le président du conseil régional aura délégué sa signature — on m'a expliqué qu'il n'y avait pas, en l'occurrence, de différence entre les délégations de signature, de pouvoirs ou de compétences — pourra en user en toute irresponsabilité, alors que le vice-président ou le membre du bureau, peut-être moins averti des choses budgétaires et réglementaires, qui usera de la signature du président du conseil régional sera responsable. Il y a là quelque chose qui ressemble à une incohérence.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La sagacité proverbiale de M. Séguin vient de connaître une brève éclipse qui, j'en suis sûr, va s'achever très rapidement. (*Sourires.*)

L'hypothèse qu'avait envisagée précédemment M. Séguin était celle où un membre d'un exécutif élu donnait une délégation à l'un de ses collègues de ce même exécutif. Dans ce cas, on ne passe pas la frontière qui sépare les élus et leurs collaborateurs administratifs.

Dans le cas présent, il s'agit, à l'instar de ce que nous avons fait pour le département, de donner la possibilité au président du conseil régional de confier une délégation de signature partielle et révocable à des chefs de services. La formule utilisée est celle que la tradition a consacrée. Certes, la tradition

n'est pas en soi une justification, mais pourquoi modifier une procédure qui a fait ses preuves au sein des collectivités locales ?

Je crois que l'élu continuera à être responsable devant la cour de discipline budgétaire et financière, car je vois mal comment la délégation pourrait confier à un collaborateur administratif de la région le rôle d'ordonnateur, lequel ne se délègue pas.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Vous voulez dire, monsieur le rapporteur, que dans les régions les collaborateurs administratifs ne pourront pas signer, au nom du président du conseil régional, des mandats de dépenses ?

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Ils seront ordonnateurs secondaires.

M. Philippe Séguin. Leur signature les rendra responsables devant la cour de discipline budgétaire.

M. Alain Richard, rapporteur. Absolument ! Mais ils seront couverts par la délégation de signature. Il me semble que cette délégation ne leur donnera que la qualité d'ordonnateur secondaire.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je prends un exemple. Si, au nom du président du conseil régional, un administrateur de la région signe un acte que le représentant de l'Etat dans la région estimera nécessaire de déléguer à la cour de discipline budgétaire et financière, qui sera responsable ? Le président ? L'administrateur ? Ou les deux à la fois ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Le président !

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Dans un cas comme celui-là, à mon sens, c'est le déléguant.

M. Philippe Séguin. Mais alors, les administrateurs n'auront plus aucune responsabilité vis-à-vis de la cour de discipline budgétaire et financière.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ils seront responsables devant le président du conseil régional, qui sera lui-même responsable devant la cour de discipline budgétaire et financière. Ce sera là une simple application des règles en vigueur.

M. Philippe Séguin. Jusqu'à présent, les fonctionnaires des collectivités locales étaient pourtant passibles de la cour de discipline budgétaire et financière.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Quand ils se prononcent dans l'exercice de leur fonction, quand ils agissent par une délégation de signature expresse du président ou du maire, ce sont ces derniers qui sont responsables.

M. Philippe Séguin. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question en commission mixte paritaire.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 323. (*Le sous-amendement est adopté.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour soutenir le sous-amendement n° 368.

M. Philippe Séguin. M. Guichard propose que la fameuse convention approuvée par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, fixe non seulement la liste des services de la mission régionale transférés à la collectivité régionale mais aussi la liste des services qui pourront être mis à la disposition de celle-ci, tout en restant sous la responsabilité du représentant de l'Etat.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission ne peut pas être favorable à ce sous-amendement.

En effet, nous avons bien pris soin de séparer deux procédures, celle qui organise le transfert à la collectivité régionale de certains services de l'Etat et celle qui permettra la mise à disposition temporaire pour un objet déterminé, de certains services extérieurs de l'Etat.

Nous souhaitons que ces procédures ne soient pas confondues dans la convention.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 368. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. La parole est à M. Noir, pour soutenir le sous-amendement n° 530.

M. Michel Noir. M. Millon propose que le transfert des services au conseil régional ne prenne effet qu'au moment où l'ensemble du dispositif régional sera mis en place, c'est-à-dire au moment où la loi sur les transferts de compétences sera applicable, ce qui correspondra probablement à l'époque où les conseils régionaux seront élus au suffrage universel.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Comme toutes les autres dispositions contenues aux articles 47 et suivants, le partage des effectifs de la mission régionale peut être opéré dès la promulgation de la loi. Il n'a pas de raison d'être reporté.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 530. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 141, modifié par le sous-amendement n° 323. (L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 51 et l'amendement n° 483 de M. Charles Millon n'a plus d'objet.

Article 51 bis.

Mme la présidente. Le Sénat a supprimé l'article 51 bis. La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Je demande à M. le rapporteur d'exercer, lui aussi, sa sagacité et de m'indiquer s'il y a compatibilité entre l'article 51 et l'article 51 bis dont il nous proposera le rétablissement par un amendement.

En effet n'y a-t-il pas contradiction entre un article qui organise le transfert au conseil régional de services sans attendre la loi sur les compétences et un article qui prévoit que jusqu'à la publication de la loi relative à la répartition des compétences, des services extérieurs de l'Etat pourront, en tant que de besoin, être mis à disposition du président du conseil régional ?

Mme la présidente. Je suis saisie de deux amendements n° 500 et 531 pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 500 présenté par M. Alain Richard, rapporteur, est ainsi rédigé :

« Rétablir l'article 51 bis dans le texte suivant :

« Il est créé un article 16-2 dans la loi du 5 juillet 1972 et un article 27-2 dans la loi du 6 mars 1976 ainsi rédigés :

« Jusqu'à la publication de la loi prévue à l'article premier de la présente loi, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, et pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil régional, son président peut disposer, en tant que de besoin, de services extérieurs de l'Etat.

« Il peut, pendant cette période, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature aux chefs desdits services pour l'exécution des missions qu'il leur confie en application de l'alinéa précédent.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe, dans un délai de trois mois après la promulgation de la loi n° ... du ... relative, aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, les modalités de la mise à disposition de ces services. »

L'amendement n° 531 présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Rétablir l'article 51 bis dans le texte suivant :

« Il est créé un article 16-2 dans la loi du 5 juillet 1972 et un article 27-2 dans la loi du 6 mars 1976 ainsi rédigés :

« Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, et à titre transitoire, pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil régional, son président peut disposer avec l'accord du représentant de l'Etat des services de l'Etat dans la région.

« Il peut pendant cette période donner délégation de signature aux chefs desdits services pour l'exécution des missions qu'il leur confie en vertu de l'alinéa précédent.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de mise à disposition de ces services. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 500.

M. Alain Richard, rapporteur. L'amendement n° 500 rétablit l'article 51 bis que le Sénat avait supprimé. Il me fournit l'occasion d'apporter de nouvelles précisions sur le partage des services de l'Etat, et je répondrai ainsi à la question que posait M. Noir.

Il avait été prévu en première lecture que ce partage se ferait en deux temps.

Dans un premier temps, l'administration préfectorale, c'est-à-dire celle qui organisait l'exécutif du département et de la région, sera scindée, selon la procédure de la convention qui a pour but de déterminer ce qui reviendra à la collectivité départementale ou à l'établissement public régional et ce qui restera placé sous l'autorité hiérarchique du préfet de département ou de région et dans les cadres du ministère de l'intérieur.

En revanche, pour les représentations départementales de tous les autres ministères et services extérieurs de l'Etat ne relevant pas du ministère de l'intérieur et de l'administration préfectorale, il n'est pas prévu pour l'instant de partage. Celui-ci sera opéré comme conséquence des transferts de compétences qui résulteraient de la loi que nous examinerons l'an prochain.

Dans l'intervalle, pour permettre au département comme à la région d'exercer pleinement leurs compétences, les services extérieurs des autres administrations peuvent être partiellement, et suivant une procédure qui maintiendra l'autorité hiérarchique des directeurs départementaux de ces services, mis à la disposition du président du conseil général ou régional.

Mme la présidente. La parole est à M. Noir pour défendre l'amendement n° 531.

M. Michel Noir. Si j'ai bien compris M. le rapporteur, il faut opérer une distinction très nette entre les services de la mission régionale et les services extérieurs des administrations. Si des services de la mission pourront être transférés par convention, en vertu de l'article 51 bis, en revanche, pour les services extérieurs, il faudra attendre la loi sur les compétences, sauf mise à disposition de la région de certains d'entre eux, avec l'accord du préfet.

M. Charles Millon estime nécessaire de fixer les modalités de la période transitoire afin de ne pas désorganiser les administrations de l'Etat agissant au niveau régional. Tel est l'objet de son amendement dont les préoccupations me paraissent justifiées.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La seule différence entre cet amendement et celui de la commission est que le texte de M. Charles Millon précise comment s'organisera la mise à disposition de la région de certains services d'Etat alors qu'il nous paraît préférable de renvoyer la définition de ces modalités, qui sont vraiment d'ordre réglementaire, à un décret en Conseil d'Etat.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 500 et 531 ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour l'amendement n° 500 et contre l'amendement n° 531 !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 500.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 51 bis est ainsi rétabli, et l'amendement n° 531 n'a plus d'objet.

Article 51 ter.

Mme la présidente. Le Sénat a supprimé l'article 51 ter.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 142 ainsi libellé :

« Rétablir l'article 51 ter dans le texte suivant :

« Il est créé dans la loi du 5 juillet 1972 un article 16-3 et dans la loi du 6 mai 1976 un article 27-3 ainsi rédigés :

« Les personnels concernés des services visés aux articles 51 et 51 bis de la loi n° ... du ... relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions restent régis par les statuts qui leur sont applicables lors de l'entrée en vigueur de ladite loi.

« En outre, et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi fixant le statut du personnel régional, tout engagement d'un fonctionnaire régional s'effectue selon les modalités de recrutement, de rémunération et de déroulement de carrière qui étaient appliquées par le département, dans lequel se trouve le chef-lieu de la région, à la date de la publication de la présente loi, pour des emplois équivalents lorsque de

tels emplois existaient. Dans le cas contraire, ces modalités doivent être fixées par référence à celles applicables aux emplois de l'Etat équivalents.»

Sur cet amendement, M. Charles Millon a présenté un sous-amendement n° 532 ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa de l'amendement n° 142, après les mots : « les statuts », insérer les mots : « et les règles d'avancement et de mobilité. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 142.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit de garantir la stabilité de la situation des personnels au moment de la scission des services préfectoraux, de manière que chacun conserve le statut de fonctionnaire qui était le sien avant le partage du service. Pour les quelques fonctionnaires qui pourraient être recrutés après la scission des services, donc après la mise en vigueur de la convention et avant qu'un statut du personnel régional ne soit mis en vigueur, il est prévu qu'ils seront obligatoirement recrutés suivant les règles statutaires appliquées aux personnels déjà en fonctions.

Cela dit, je souligne, comme je l'avais fait en première lecture que, selon toute vraisemblance, les effectifs de personnels que comporteront en propre les institutions régionales resteront très limités et qu'on peut se demander s'il y aura lieu d'instaurer un statut complètement séparé du personnel départemental. En effet, le personnel des institutions régionales pourrait sans doute être assimilé à ce personnel départemental.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je suis un peu moins optimiste ou moins pessimiste — cela dépend du point de vue où l'on se place — que M. le rapporteur quant aux perspectives de développement de la fonction publique régionale.

Je crois, en effet, que cette fonction publique est appelée à se développer de façon très significative, car c'est la règle du genre. On crée une collectivité territoriale, on lui reconnaît certaines compétences supplémentaires par rapport à celles dont pouvait disposer un établissement public qui en a été la préfiguration. Il ne faut donc pas s'attendre à voir des équipes légères de sept ou huit personnes entourer le président du conseil régional. C'est par dizaines, pour ne pas dire par centaines, qu'on comptera les fonctionnaires régionaux, et je crois que la nécessité d'un statut de la fonction publique régionale sera très rapidement ressentie.

Cela étant, je prends acte des considérations qui ont inspiré M. le rapporteur pour son amendement n° 142. Je suis d'accord avec les mesures qui vont maintenant être prises en matière de recrutement. Ces recrutements ont d'ailleurs déjà lieu, car l'annonce de la transformation de l'établissement public régional en collectivité territoriale et une circulaire du Premier ministre ont un peu débloqué la situation en matière de recrutement du personnel régional.

En revanche, s'agissant des garanties à accorder aux gens qui sont actuellement employés dans les établissements publics régionaux, je me demande si on peut s'en tenir à la notion de statut. En effet, le plus souvent, pour ne pas dire toujours, les gens qui servent dans les établissements publics régionaux n'ont pas de statut. Ils ont été recrutés selon des procédures qui devaient s'accommoder des interdits édictés. Plutôt que de statut, ne faudrait-il pas, même si cela paraît un peu plus flou sur le plan juridique, parler de respect des droits acquis des personnels, ce qui serait plus réaliste ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il faut les deux !

M. Philippe Séguin. Je suis d'accord avec vous.

M. Alain Richard, rapporteur. Et si on parlait de situation statutaire ?

M. Philippe Séguin. Non !

Mme la présidente. Monsieur Séguin, puis-je considérer que vous avez défendu le sous-amendement n° 532 ?

M. Philippe Séguin. Non, madame la présidente, j'ai simplement tenté d'inciter M. le rapporteur à rectifier son amendement ou M. le ministre d'Etat à le sous-amender.

M. Alain Richard, rapporteur. Je préfère cette deuxième formule.

M. Philippe Séguin. On sait, en effet, que de nombreuses personnes employées par les établissements publics régionaux ont été recrutées par la voie d'associations de la loi de 1901. Elles n'ont donc pas de véritable statut, ou bien elles sont sous statut de droit privé. En tout cas, elles sont à un niveau de rémunération qu'il serait certainement injuste de revoir sous prétexte que l'établissement public régional devient une collectivité territoriale. Je crois donc que la notion de préservation des droits acquis doit être introduite dans le texte.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Si M. le ministre souhaite sous-amender l'amendement de la commission pour préciser que les droits acquis des personnes en cause seront respectés, je crois que c'est son rôle. Cela dit, je suis bien obligé de reconnaître que lorsque quelqu'un a été salarié d'un organisme de droit privé tel qu'une association, il n'a acquis aucun droit vis-à-vis d'une collectivité publique.

M. Philippe Séguin. C'est vrai, mais il faut faire quelque chose.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. M. Richard a raison sur le plan juridique. Mais en matière de gestion de personnel, ce n'est pas la seule approche.

Sachant comment sont recrutés les agents des établissements publics régionaux qui vont devenir demain des collectivités territoriales, je pense, d'une part, qu'il faut considérer que les droits acquis doivent être respectés, et, d'autre part, qu'il est indispensable de créer un statut pour les agents régionaux.

Il est bien entendu que le statut sera maintenu pour les fonctionnaires d'Etat et que les garanties du statut municipal seront également maintenues. Mais il faudra créer un statut régional et un statut départemental, avec des articulations et des passerelles avec les autres statuts.

Mme la présidente. M. le ministre d'Etat, je crois comprendre que vous accepteriez que la notion de droits acquis soit introduite dans l'amendement de la commission.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Oui, madame la présidente.

Je propose un sous-amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de l'amendement n° 142, à ajouter les mots : « les droits acquis étant respectés ».

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement du Gouvernement, qui tend, à la fin du deuxième alinéa de l'amendement n° 142, à ajouter les mots : « les droits acquis étant respectés ».

(Le sous-amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, le sous-amendement n° 532 ne me semble plus avoir d'objet, et il pourrait être retiré.

M. Philippe Séguin. Admettons-le ! Je le retire, madame la présidente.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 532 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 142 modifié par le sous-amendement du Gouvernement.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 51 ter est ainsi rétabli.

Article 51 quater.

Mme la présidente. Le Sénat a supprimé l'article 51 quater. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je feral, à tout hasard, une simple tentative. J'ai déjà eu l'occasion d'indiquer en première lecture, mais sans succès, et comme je ne veux pas m'obstiner je n'ai pas déposé de sous-amendement, qu'au niveau de la région la coordination ne doit pas être seulement prévue entre le commissaire de la République et le président du conseil régional, mais également avec le président du conseil général. En effet, le maintien, au moins jusqu'à la fin de la période transitoire, du département chef-lieu comme support administratif et technique de la région risque de poser des problèmes entre eux.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Non, pas forcément !

M. Philippe Séguin. Cela peut arriver !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Oui, mais pas toujours. (Sourires.)

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 143 ainsi libellé :

« Rétablir l'article 51 quater dans le texte suivant :

« Il est créé un article 16-4 dans la loi du 5 juillet 1972 et un article 27-4 dans la loi du 6 mai 1976 ainsi rédigés :

« La coordination entre l'action des services régionaux et celle des services de l'Etat dans la région est assurée conjointement par le président du conseil régional et le représentant de l'Etat dans la région. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. L'administration régionale de l'Etat et l'établissement public régional ont nécessairement des points de rencontre et des tâches à mener en commun. Ils doivent assurer leur coordination dans le respect de l'égalité d'autorité des deux exécutifs. Aussi, même si la formule que je propose est délicate et sans doute critiquable, elle a au moins le mérite d'être incontournable. Je préfère donc le terme de « conjointement ».

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 143. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 51 quater est ainsi rétabli.

Article 51 quinquies.

Mme la présidente. Le Sénat a supprimé l'article 51 quinquies. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je voudrais, m'appuyant sur les propositions du rapporteur sur l'article 51 quinquies, démontrer que j'avais raison de proposer une coordination, conjointe ou pas, à trois. La rédaction proposée par la commission pour l'article 51 quinquies précise : « Dans les mêmes conditions, restent à la charge des départements et des régions les prestations de toute nature, y compris celles relatives à l'entretien et à l'acquisition de matériels, qu'ils fournissent actuellement au fonctionnement de l'administration préfectorale et des services extérieurs de l'Etat dans les régions, ainsi qu'à leurs agents. »

Cela montre bien que la collectivité régionale, la collectivité départementale et l'établissement public régional sont impliqués ensemble vis-à-vis des services du représentant de l'Etat.

Mais ce n'est qu'un regret que j'exprime au passage.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 144 ainsi libellé :

« Rétablir ainsi l'article 51 quinquies dans le texte suivant :

« Il est créé un article 16-5 dans la loi du 5 juillet 1972 et un article 27-5 dans la loi du 6 mai 1976 ainsi rédigés :

« Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi prévue à l'article 1^{er} de la loi n° ... du ... relative aux droits et libertés des communes, des départements, des régions, et portant répartition des ressources entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, restent à la charge de l'Etat les prestations de toute nature qu'il fournit actuellement au fonctionnement des services transférés à la collectivité régionale par ladite loi ou mis à la disposition de cette collectivité en tant que de besoin ainsi qu'à leurs agents. Dans les mêmes conditions, restent à la charge des départements et des régions les prestations de toute nature, y compris celles relatives à l'entretien et l'acquisition de matériels, qu'ils fournissent actuellement au fonctionnement de l'administration préfectorale et des services extérieurs de l'Etat dans les régions ainsi qu'à leurs agents. »

« Lorsque ces participations entraînent l'inscription de crédits au budget de l'Etat (titres III et IV) et à la section de fonctionnement du budget du département et de la région, le montant de ceux-ci doit être au moins égal à celui qui figure aux budgets de l'exercice 1981. »

Sur cet amendement, M. Charles Millon a présenté un sous-amendement n° 533 ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa de l'amendement n° 144, substituer aux mots : « de la loi prévue », les mots : « de l'ensemble des lois prévues. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 144.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement a pour objet de préciser le maintien en valeur — c'est l'objet du troisième alinéa — de la participation du budget de la région et du budget du département d'accueil au fonctionnement des services de l'Etat implantés dans la région, et en particulier des services préfectoraux.

Cette solution nous paraît devoir être retenue tant que les règles de transfert de ressources et de compétences entre la collectivité régionale et l'Etat n'auront pas été définitivement fixées.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour soutenir le sous-amendement n° 533.

M. Philippe Séguin. M. Millon estime qu'il est nécessaire de pouvoir apprécier dans leur ensemble les transferts de compétences et de ressources avant de faire disparaître la contribution de l'Etat au fonctionnement de l'administration régionale. Toute autre attitude, selon M. Millon, conduirait rapidement à un transfert de charges du budget de l'Etat sur le budget régional.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. M. Millon, qui vient pour tant du secteur privé, applique à merveille le onzième commandement de l'administration française : pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? (Sourires.)

En effet, on doit en être à une bonne quinzaine de lois prévues dans ce projet. Or M. Millon demande que, pour que la mesure entre en vigueur, on attende que toutes les lois prévues aient été promulguées. Quelle sera la dernière ? Peut-être la réforme du statut des sociétés d'économie mixte. Bref, on ne s'y retrouverait plus !

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 533.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 144. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 51 quinquies est ainsi rétabli.

Après l'article 51 quinquies.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 145 ainsi rédigé :

« Après l'article 51 quinquies, insérer le nouvel article suivant :

« Il est créé un article 16-6 dans la loi du 5 juillet 1972 et un article 27-6 dans la loi du 6 mai 1976 ainsi rédigés :

« En cas de vacance du siège de président du conseil régional pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont provisoirement exercées, jusqu'au renouvellement du bureau par un vice-président, dans l'ordre des nominations, ou à défaut par un conseiller régional désigné par le conseil. »

Sur cet amendement, M. Charles Millon a présenté un sous-amendement n° 534 ainsi rédigé :

« Dans le second alinéa de l'amendement n° 145, après les mots : « renouvellement du bureau », insérer les mots : « par le président de la commission déléguée. »

La parole est à M. le rapporteur pour soutenir l'amendement n° 145.

M. Alain Richard, rapporteur. L'amendement n° 145 tend à instaurer une règle de suppléance en cas de vacance du siège du président du conseil régional. Cela me donne l'occasion de me rendre compte que j'ai laissé passer un amendement de trop parmi ceux proposés par nos collègues de l'opposition, car je ne me rappelais plus que j'avais moi-même prévu d'instaurer un ordre de nomination des vice-présidents.

Ainsi, l'ordre des nominations sera prévu deux fois dans la loi. Si cela ne fait pas de bien, cela ne peut pas faire de mal ! (Sourires.)

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour défendre le sous-amendement n° 534.

M. Philippe Séguin. Je vais le retirer, dans la mesure où M. Charles Millon, auteur de l'amendement, fait référence au président de la commission déléguée dont M. le ministre d'Etat a dressé tout à l'heure l'acte de décès.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 534 est retiré. Je mets aux voix l'amendement n° 145.

(L'amendement est adopté.)

Avant l'article 52.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 146 ainsi rédigé :

« Avant l'article 52, insérer le nouveau chapitre IV suivant : « Du représentant de l'Etat dans la région. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement insère un nouveau titre de chapitre.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 146. (L'amendement est adopté.)

Article 52.

Mme la présidente. « Art. 52. — Il y a un représentant de l'Etat auprès de la région. Il a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois auprès d'elle. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 147 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 52 :

« Il est ajouté à la loi du 5 juillet 1972 un article 21-1 et à la loi du 6 mai 1976 un article 36-1 ainsi rédigés :

« Un commissaire de la République, nommé par décret en Conseil des ministres, est le représentant de l'Etat dans la région.

« Il représente chacun des ministres et dirige les services régionaux de l'Etat sous réserve des exceptions limitatives énumérées par un décret en Conseil d'Etat.

« Il est seul habilité à s'exprimer au nom de l'Etat devant le conseil régional.

« Le représentant de l'Etat dans la région a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et, dans les conditions fixées par la loi n° ... du ... relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, du contrôle administratif. S'il n'en est pas disposé autrement par ladite loi, il exerce les compétences précédemment dévolues au préfet de région en tant que délégué du Gouvernement dans la région.

« Dans les conditions prévues par la loi visée à l'alinéa précédent, il veille à l'exercice régulier de leurs compétences par les autorités régionales.

« Sur sa demande, le président du conseil régional reçoit du représentant de l'Etat dans la région les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions.

« Sur sa demande le représentant de l'Etat dans la région reçoit du président du conseil régional les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions. »

Sur cet amendement, je suis saisie de trois sous-amendements n° 535, 536 et 537, présentés par M. Charles Millon.

Le sous-amendement n° 535 est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de l'amendement n° 147 : « Un préfet, commissaire de la République, » (Le reste sans changement.)

Le sous-amendement n° 536 est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du quatrième alinéa de l'amendement n° 147 : « Il est le seul fonctionnaire habilité... » (Le reste sans changement.)

Le sous-amendement n° 537 est ainsi rédigé :

« Dans le cinquième alinéa de l'amendement n° 147, après les mots : « respect des lois », insérer les mots : « , de l'ordre public ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 147.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit des règles applicables au commissaire de la République dans la région. C'est la reprise du texte adopté en première lecture.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. La parole est à M. Noir, pour défendre le sous-amendement n° 535.

M. Michel Noir. Notre collègue Charles Millon est très soucieux de faire en sorte qu'aucun élément du texte ne puisse encourir la moindre critique au regard de la constitutionnalité.

Ce sous-amendement a pour but de maintenir le titre de préfet, puisque l'article 13 de la Constitution prévoit que les préfets sont nommés par décret en Conseil des ministres, et qu'il ne parle pas des commissaires de la République. Il est nécessaire que le texte de cet article soit conforme à la Constitution.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Nous nous sommes prononcés pour le titre de commissaire de la République. Nous en restons là et nous sommes donc contre le sous-amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Nous retirons le sous-amendement n° 535.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 535 est retiré.

La parole est à M. Noir, pour défendre le sous-amendement n° 536.

M. Michel Noir. Monsieur le rapporteur, il me semble — et j'en appelle à votre esprit d'analyse — que M. Charles Millon obtient satisfaction puisqu'au cinquième alinéa de l'amendement que vous proposez, il est prévu que le commissaire de la République est le seul habilité à s'exprimer au nom de l'Etat devant le conseil régional.

Je crois que M. Millon n'avait pas d'autre intention en déposant son sous-amendement n° 536.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Nous avons repoussé une proposition identique pour le commissaire de la République dans le département. Pour ne pas créer d'inégalités, la commission rejette ce sous-amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 536.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. La parole est à M. Noir pour défendre le sous-amendement n° 537.

M. Michel Noir. Pour M. Millon, il convient de préciser que, outre la charge des intérêts nationaux et du respect des lois, le maintien de l'ordre public au niveau régional relève exclusivement du représentant de l'Etat.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Traditionnellement, l'expression de maintien de l'ordre public est celle qui habilite une autorité à exercer un pouvoir de police. Or il a toujours été exclu que les préfets de région disposent d'un tel pouvoir.

Cette règle devra être respectée par les commissaires de la République. Les pouvoirs de police resteront détenus par les commissaires du niveau départemental.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 537.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 147.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 52.

Article 52 bis.

Mme la présidente. « Art. 52 bis. — Le représentant de l'Etat auprès de la région a entrée au conseil régional.

« Il doit être entendu par le conseil régional sur demande du premier ministre ou du président du conseil régional. »

Je suis saisie de deux amendements n° 369 et 148 pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 369, présenté par MM. Guichard, Séguin et Toubon, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 52 bis :

« Le représentant de l'Etat est entendu par le conseil régional quand il le juge nécessaire. »

L'amendement n° 148, présenté par M. Alain Richard, rapporteur, et M. Marcellin, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 52 bis :

« Il est inséré, après l'article 21 de la loi du 5 juillet 1972, un article 21-2 et, après l'article 36 de la loi du 6 mai 1976, un article 36-2 ainsi rédigés :

« Par accord du président du conseil régional et du représentant de l'Etat dans la région, celui-ci est entendu par le conseil régional.

« En outre, sur demande du Premier ministre, le représentant de l'Etat dans la région est entendu par le conseil régional. »

La parole est à M. Noir, pour soutenir l'amendement n° 369.

M. Michel Noir. Il s'agit d'un amendement de bon sens qui tend à faciliter les relations de travail entre les deux autorités.

Même si le conseil régional, qui a désormais autorité sur une collectivité territoriale disposant de réelles compétences, doit être reconnu et respecté en tant que tel par le représentant de l'Etat, cela n'implique pas que des frontières trop marquées soient établies entre les deux autorités ni qu'un formalisme excessif doive présider à leurs relations.

C'est la raison pour laquelle M. Guichard suggère que le représentant de l'Etat puisse être entendu par le conseil régional quand il le juge nécessaire. Ce serait le meilleur moyen de faciliter la communication et les échanges dans le sens d'un travail fructueux.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 148 et pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 369.

M. Alain Richard, rapporteur. La majorité de la commission et le Gouvernement ont toujours été d'accord pour que l'expression du représentant de l'Etat devant le conseil général ou le conseil régional ne soit pas régie par un rapport de subordination de l'un à l'autre. Cela signifie que le commissaire de la République ne peut pas imposer sa présence et que sa présence ne peut pas lui être imposée. C'est pourquoi nous sommes hostiles à l'amendement de M. Guichard.

L'amendement n° 148 de la commission consiste à revenir au texte adopté en première lecture, en précisant, néanmoins, ce qui répond au souci de M. Guichard, que lorsqu'il y a accord entre le président du conseil régional et le représentant de l'Etat, celui-ci est entendu par le conseil régional.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces deux amendements ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. En ce qui concerne l'amendement n° 148 : pour ! S'agissant de l'amendement n° 369 : contre !

Mme la présidente. La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Je voudrais simplement faire observer que l'amendement n° 148 de la commission, qui introduit un nouvel alinéa par rapport au texte initial de l'article 52 bis, va exactement dans le sens que nous souhaitons, dans la mesure où la communication sera tout de même moins formelle que celle qui était prévue dans le texte du Gouvernement, où le représentant de l'Etat dans la région ne pouvait être entendu par le conseil régional que sur demande du Premier ministre.

L'évolution dont cette rédaction témoigne par rapport à la première lecture montre combien il est utile de réfléchir aux arguments de l'opposition.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 369. (L'amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 148. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 52 bis.

Avant l'article 53.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 149 ainsi rédigé :

« Avant l'article 53, insérer le nouvel intitulé suivant :

CHAPITRE V

De la suppression de la tutelle financière.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit simplement d'insérer un titre.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 149. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé du chapitre V est ainsi rédigé.

Article 53.

Mme la présidente. « Art. 53. — I. — Le comptable de la région est un comptable direct du Trésor ayant qualité de comptable principal.

« Il ne peut être chargé des fonctions de comptable de l'Etat. Il est nommé par le ministre du budget après information préalable du président du conseil régional.

« Il est tenu de produire ses comptes devant la chambre régionale des comptes qui statue par voie de jugement.

« Le comptable de la région prête serment devant la chambre régionale des comptes.

« II. — Les relations entre le comptable et l'ordonnateur de la région sont les mêmes que celles qui sont définies pour le comptable et l'ordonnateur de la commune à l'article 10 ci-dessus. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 501 ainsi rédigé :

« Avant le premier alinéa de l'article 53, insérer le nouvel alinéa suivant :

« Il est ajouté à la loi du 5 juillet 1972 un article 21-3 et, à la loi du 6 mai 1976, un article 36 3 ainsi rédigé : »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. C'est un amendement de coordination.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 501. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 150 ainsi rédigé :

« I. — Supprimer le troisième alinéa du paragraphe I de l'article 53.

« II. — Après le quatrième alinéa du paragraphe I de cet article, insérer le nouvel alinéa suivant :

« Le comptable de la région est tenu de produire ses comptes devant la chambre régionale des comptes qui statue par voie d'arrêt. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement est purement rédactionnel.

Il tend à changer la place d'un alinéa dans l'article.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 150. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 151 corrigé, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le paragraphe II de l'article 53 :

« II. — Le comptable ne peut subordonner ses actes de paiement à une appréciation de l'opportunité des décisions prises par l'ordonnateur. Il ne peut pas non plus soumettre les mêmes actes à un contrôle de légalité autre que celui qu'impose l'exercice de sa responsabilité personnelle et pécuniaire.

« Lorsque le comptable de la région notifie sa décision de suspendre le paiement d'une dépense, le président du conseil régional peut lui adresser un ordre de réquisition. Le comptable s'y conforme aussitôt, sauf en cas d'insuffisance de fonds régionaux disponibles de dépense ordonnée sur des crédits irrégulièrement ouverts, insuffisants ou sur des crédits autres que ceux sur lesquels elle devrait être imputée, d'absence totale de justification du service fait et de défaut de caractère libératoire du règlement.

« L'ordre de réquisition est notifié à la chambre régionale des comptes.

« En cas de réquisition, l'ordonnateur engage sa responsabilité propre.

« Dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi, un décret fixera la liste des pièces justificatives que le comptable peut exiger avant de procéder au paiement. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit de préciser le rôle du comptable de région par rapport au président, qui est l'ordonnateur, en prévoyant les mêmes dispositions que celles qui ont déjà été adoptées pour le département.

De même que pour le département, je propose de rectifier mon amendement en ajoutant à la fin du premier alinéa : « Lorsque le comptable suspend les actes de paiement, il est tenu de motiver sa décision. »

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Mêmes observations que précédemment sur la liste des pièces justificatives. Mêmes réserves.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 151 corrigé, compte tenu de la rectification proposée par M. le rapporteur et acceptée par le Gouvernement.
(L'amendement, ainsi rectifié, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'article 53, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 53, ainsi modifié, est adopté.)

Article 54.

Mme la présidente. « Art. 54. — Les dates limites de vote du budget régional, les conditions de son équilibre réel et le procédure de redressement du déficit budgétaire sont les mêmes que celles qui ont été définies pour les budgets communaux aux articles 5 A, 5 et 6 de la présente loi. »

La parole est à M. Séguin, inscrit sur l'article.

M. Philippe Séguin. Monsieur le rapporteur, pour engager ma brève démonstration sur la cour de discipline budgétaire et financière, je lis dans la rédaction que vous proposez pour l'article 54 le mot « contrôles », le mot « budgétaires ». Cela prouve bien qu'il reste un contrôle budgétaire ; ne l'appelons pas une tutelle, qu'importe ! La grande différence avec le système précédent, c'est que ce ne sont plus les mêmes qui exercent ce contrôle, ou pas de la même façon.

Et c'est pourquoi cette intrusion dans la cour de discipline budgétaire et financière est tout à fait inopportune, sauf pour le droit de réquisition !

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 152 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 54 :

« Les représentants de l'Etat dans les régions et les chambres régionales des comptes exercent sur les actes budgétaires des autorités régionales les mêmes contrôles que ceux prévus aux articles 36 et 37 de la présente loi pour les actes budgétaires des départements. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Si près de Noël, je m'en voudrais de priver M. Séguin d'un de ses joujoux favoris ! (Sourires.)

En fait, l'amendement n° 152 rédige l'article 54 de manière que toutes les règles de vérification de l'équilibre budgétaire et de la légalité des actes budgétaires des régions soient les mêmes que pour les départements.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 152.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 54.

Article 55.

Mme la présidente. Le Sénat a supprimé l'article 55.

La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je réaffirme notre hostilité générale au système proposé.

En outre, dans le cas d'espèce visé à l'amendement n° 153, la suspension ou la révocation des ordonnateurs pose un problème durant la période transitoire. Imaginez un président de conseil régional qui a été élu à cette fonction parce qu'il est le maire d'une ville chef-lieu ou parce qu'il est parlementaire, de quel mandat sera-t-il révoqué s'il s'est rendu coupable d'actes justiciables de la cour de discipline budgétaire et financière ?

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. La réponse est la même, monsieur Séguin, que lorsqu'un maire, qui est également parlementaire, est suspendu ou révoqué de ses responsabilités de maire ; il continue à siéger au Parlement, sauf décision judiciaire précédée de la levée de son immunité parlementaire.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Le faitif reste membre de droit du conseil régional. Il faudrait préciser pour la période transitoire qu'il est suspendu ou révoqué de ses fonctions de président ou de vice-président qui lui confèrent la qualité d'ordonnateur, mais sa participation au conseil régional ne peut pas être remise en cause.

M. Michel Noir. Elle est de droit.

M. Philippe Séguin. En effet, nous l'avons vu tout à l'heure, le président du conseil général, en pareil cas, vous ne le suspendez pas, vous ne le révoquez pas de ses fonctions de président du conseil général, vous suspendez ou vous révoquez son mandat électif. Or, pour la région, il n'y a pas de mandat électif pendant la période transitoire.

Quid de ces sanctions ?

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. J'avoue mon incompetence, monsieur Séguin. Un maire révoqué cesse-t-il de ce fait d'être conseiller municipal ? Je suppose que oui, mais je n'en suis pas certain.

Il n'en irait pas de même pour le président d'un conseil régional qui, s'il est membre de droit de son assemblée — ce qui n'est le cas que des parlementaires — devra continuer à siéger au conseil régional, même s'il est révoqué en tant que président.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Dans ces conditions, le problème que j'évoquais pour le président du conseil général se posera dans toute son acuité : que se passera-t-il si le conseil régional décide d'élire à nouveau l'intéressé à sa tête ?

M. Alain Richard, rapporteur. Le décret de révocation sera toujours valable.

M. Philippe Séguin. Pas du tout !

M. Alain Richard, rapporteur. Mais si !

M. Philippe Séguin. Pas du tout !

M. Alain Richard, rapporteur. La cour suprême tranchera !

Mme la présidente. Monsieur Noir, renoncez-vous à la parole sur cet article ?

M. Michel Noir. Si M. Alain Richard va jusqu'à la cour suprême, je préfère y renoncer ! (Sourires.)

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 153 ainsi rédigé :

« Rétablir l'article 53 dans le texte suivant :

« Sont justiciables de la cour de discipline budgétaire et financière les présidents des conseils régionaux, les vice-présidents, les membres des bureaux ainsi que, à raison des actes accomplis en qualité d'ordonnateur, les membres des conseils régionaux et les ordonnateurs élus des établissements publics régionaux et interrégionaux.

« La cour de discipline budgétaire et financière prononce les sanctions prévues par la loi du 25 septembre 1948 modifiée. Pour l'application de cette loi, le montant maximum de l'amende susceptible d'être prononcée est égal au montant annuel de l'indemnité de fonctions allouée aux intéressés à la date à laquelle le fait a été commis ; pour les élus ne percevant pas d'indemnité de fonctions, ce maximum est égal au montant annuel de l'indemnité de fonctions allouée, à la date à laquelle le fait a été commis, au président du conseil régional de la région concernée, ou à défaut, à l'indemnité de fonctions à laquelle le président du conseil régional pourrait prétendre conformément aux textes en vigueur ; à défaut de l'existence d'une telle indemnité statutaire de fonctions, ce montant est égal au montant maximum annuel de l'indemnité de fonctions allouée au maire d'une commune de 120 000 habitants au plus.

« Elle peut également proposer au Gouvernement la suspension pour une durée de un à trois mois ou la révocation du mandat électif des intéressés.

« La suspension ou la révocation est prononcée par décret en Conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat. Ce décret doit être motivé.

« Pour l'exercice des compétences qu'elle tient du présent article, la cour de discipline budgétaire et financière est saisie par la chambre régionale des comptes ou par le représentant de l'Etat dans la région. »

Sur cet amendement, je suis saisi de trois sous-amendements n° 370, 538 et 539.

Le sous-amendement n° 370, présenté par MM. Guichard, Séguin et Toubon est ainsi rédigé :

« Substituer au premier alinéa de l'amendement n° 153 les nouvelles dispositions suivantes :

« Ne sont pas justiciables de la cour de discipline budgétaire et financière, à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions : les membres des conseils régionaux, exception faite du cas où ces personnes agissant en tant qu'ordonnateurs, ont fait usage du droit de réquisition, conformément aux dispositions des articles 10, 39 et 53 de la présente loi et lorsqu'ils ont enfreint les dispositions des articles 5 bis, 6 et 6 bis de la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière.

« Pour les fonctions qui, en raison des dispositions législatives ou réglementaires, sont l'accessoire obligé de leurs fonctions principales, les personnes mentionnées à l'alinéa précédent ne sont justiciables de la cour de discipline budgétaire et financière que dans les cas prévus ci-dessus. »

Le sous amendement n° 538 présenté par M. Charles Millon est ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'amendement n° 153, après les mots : « membres des bureaux », insérer les mots : « les secrétaires généraux et secrétaires généraux adjoints. »

Le sous-amendement n° 539, présenté par M. Charles Millon, est ainsi rédigé :

« Dans le troisième alinéa de l'amendement n° 153, après les mots : « la révocation », insérer les mots : « des fonctions ou ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 153.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement tend à soumettre les actes accomplis en qualité d'ordonnateur par les présidents, vice-présidents et membres des conseils régionaux au contrôle de la cour de discipline budgétaire et financière.

Il reprend exactement les mêmes dispositions que celles applicables à l'exécutif du département.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour défendre le sous-amendement n° 370.

M. Philippe Séguin. Ce sous-amendement est identique à ceux que nous avons déposés aux titres I et II sur les communes et les départements. Il a pour objet de ne soumettre à la censure de la cour de discipline budgétaire et financière les ordonnateurs régionaux élus que dans la mesure où ces derniers ont fait usage de leur droit de réquisition.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission émet un avis défavorable, pour les raisons qu'elle a déjà invoquées s'agissant des autorités départementales.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 370.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour soutenir le sous-amendement n° 538.

M. Philippe Séguin. Je retire ce sous-amendement qui se voulait de coordination, puisque notre proposition tendant à la création de postes de secrétaires généraux et de secrétaires généraux adjoints dans les régions n'a pas été retenue par l'Assemblée.

Mme la présidente. Le sous-amendement n° 538 est retiré. La parole est à M. Séguin, pour soutenir le sous-amendement n° 539.

M. Philippe Séguin. Ce sous-amendement tend à apporter un élément de début de commencement de réponse au problème que j'ai posé tout à l'heure en opérant une distinction entre les fonctions et le mandat.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission accepte ce sous-amendement, à la seule condition que l'on précise qu'il tend à

modifier le quatrième et non le troisième alinéa de l'amendement n° 153, car l'alinéa de codification doit être compté.

M. Michel Noir. C'est exact !

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 539.

(Le sous-amendement est adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 153, modifié par le sous-amendement n° 539.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 est ainsi rétabli.

Article 55 bis.

Mme la présidente. « Art. 55 bis. — L'ensemble des dispositions du présent titre ainsi que les dispositions en vigueur qui continuent à s'appliquer aux régions, en vertu de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 et de la loi n° 76-394 du 6 mai 1976, seront insérées dans un code des régions par des décrets en Conseil d'Etat pris après avis de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 154 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 bis. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. La commission vous propose de renvoyer toutes les règles de codification au titre IV.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 154.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 bis est supprimé.

Article 55 ter.

Mme la présidente. « Art. 55 ter. — Sont abrogées toutes les dispositions prévoyant l'annulation par le Gouvernement ou ses représentants des délibérations, arrêtés et conventions relatives aux marchés des autorités régionales ainsi que toutes celles les soumettant à approbation. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 155 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 ter. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Même position que pour l'article précédent.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Même avis que la commission.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 155.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 ter est supprimé.

Article 55 quater.

Mme la présidente. « Art. 55 quater. — Des lois ultérieures étendront, après consultation des assemblées territoriales intéressées, les droits et libertés de chaque territoire d'outre-mer au sein de la République française. »

La parole est à M. Séguin, inscrit sur l'article.

M. Philippe Séguin. A l'approche de Noël, je voudrais faire un peu « joujou » en relevant les raisons invoquées par la majorité de la commission des lois pour ne pas retenir l'article 55 quater adopté par le Sénat.

On lit dans le rapport de M. Alain Richard : « Votre commission, considérant que la situation des territoires d'outre-mer n'appelle pas actuellement de modifications de leur statut, vous propose la suppression de cet article. »

Je transmets cette phrase à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (Sourires sur les bancs du rassis.blement pour la République.)

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 156 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 quater. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Bien que profondément marri par l'ironie narquoise de M. Séguin, je continue à penser que ce n'est pas dans le présent projet de loi que l'on doit annoncer les intentions du législateur et du Gouvernement sur les futurs statuts des territoires d'outre-mer.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 156. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 quater est supprimé.

Avant l'article 55 quinquies.

Mme la présidente. Je donne lecture des intitulés du titre III bis et du chapitre I^{er} :

TITRE III BIS

LES CONSEQUENCES DES TRANSFERTS DE COMPETENCES

CHAPITRE I^{er}

L'organisation des services.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 157 ainsi rédigé :

« Avant l'article 55 quinquies, supprimer l'intitulé du titre III bis. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Madame la présidente, il y a quarante-six amendements de suppression qui se suivent et se ressemblent étonnamment, puisqu'il s'agit de supprimer un à un tous les articles introduits par le Sénat qui tentent de prévoir la réorganisation des services de l'Etat à la suite d'un certain nombre de transferts de compétences que le Sénat désire.

Il nous semble que, malgré les précautions que le Sénat a voulu prendre, plusieurs articles empiètent sur le domaine réglementaire et que, en tout cas, ils ne peuvent pas être adoptés de façon définitive avant que le Gouvernement n'ait arrêté sa position sur les transferts de compétences qu'il estime utiles.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Nous nous sommes trouvés, dans l'après-midi, confrontés à un problème de ce type et je suis partagé entre le souci, que je crois parfaitement légitime, de tenir compte le plus largement possible de l'apport du Sénat à nos travaux législatifs et la volonté de ne pas décevoir ceux qui souhaiteraient que nos travaux s'achèvent dans des délais raisonnables. Après avoir longtemps balancé entre ces deux contraintes contradictoires, je crois que je ne décevrai personne dans cet hémicycle en disant que j'ai plutôt choisi la seconde. (Sourires.)

M. Alain Richard, rapporteur. Vifs applaudissements !

M. Philippe Séguin. Je n'envisage donc pas de demander que soient appelés tour à tour tous les articles, du 55 quinquies nouveau au 55 quadragies, car il serait sage que nous terminions nos travaux demain dans la matinée et que la séance soit levée ce soir à une heure aussi raisonnable que possible.

Cela dit, je rappelle brièvement ce qu'a fait le Sénat. Celui-ci, sur l'initiative du rapporteur de sa commission des lois, a proposé, rédigé, voté, un titre III bis nouveau, additionnel, qui comporte donc plusieurs dizaines d'articles, qui traitent des conséquences des transferts de compétences — lesquelles sont regroupées en trois grands chapitres.

Le premier chapitre est relatif à l'organisation des services. Il faut dire que, désormais, ces articles du Sénat, pour certains d'entre eux, font double emploi avec les propositions que nous avons votées, mais un certain nombre d'autres les complètent très opportunément.

Le deuxième chapitre jette les fondements d'un service public qui présente des garanties analogues pour ses membres à celles

que possèdent dès aujourd'hui les fonctionnaires de l'Etat, mais qui préserve — cela a été un souci constant du Sénat — une spécificité communale et départementale.

Enfin, le troisième chapitre traite du statut des élus locaux.

Nous déplorons, bien sûr, de ne pouvoir prendre en considération ces chapitres et les insérer dès maintenant dans notre texte. En effet, nous avons indiqué à plusieurs reprises que nous regrettons de ne pouvoir traiter ensemble des problèmes relatifs aux libertés, aux responsabilités, aux compétences et aux finances des communes.

Ces divers articles constituent une contribution intéressante, originale et que nous souhaitons voir prise en considération par le Gouvernement dans les textes qu'il nous présentera prochainement à ce sujet.

Ces observations étant faites, madame la présidente, nous sommes prêts à nous rallier à toute décision de procédure accélérée que vous décideriez.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 157. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé du titre III bis est supprimé.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 158 ainsi rédigé :

« Avant l'article 55 quinquies, supprimer l'intitulé du chapitre I^{er} : « L'organisation des services. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé du chapitre I^{er} est supprimé.

Article 55 quinquies.

Mme la présidente. « Art. 55 quinquies. — Tout transfert de compétences de l'Etat vers les collectivités locales s'accompagne du transfert des services correspondants.

« Le transfert des services entraîne de plein droit la mise à disposition des immeubles et des meubles qui leur sont affectés ainsi que des droits et obligations y afférents. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 159 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 quinquies. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Madame la présidente, nous en arrivons à la série d'amendements, dont l'amendement n° 159 est le premier, qui visent à supprimer les articles 55 quinquies à 55 quadragies introduits par le Sénat.

Je pense qu'il est inutile d'engager une discussion sur chacun de ces amendements.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord !

M. Philippe Séguin. D'accord également ! Vous avez de la chance d'avoir en face de vous une opposition comme la nôtre ! (Sourires.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 159. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 quinquies est supprimé.

Article 55 series.

Mme la présidente. « Art. 55 series. — Le président du conseil général dispose, sous le contrôle du conseil général, des services nécessaires à la mise en œuvre des compétences du département telles qu'elles sont définies dans le titre II bis (nouveau) ci-dessus. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 160 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 series. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 series est supprimé.

Article 55 septies.

Mme la présidente. « Art. 55 septies. — Sont transférés à la collectivité départementale les services de la préfecture nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil général. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 161 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 septies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 septies est supprimé.

Article 55 octies.

Mme la présidente. « Art. 55 octies. — Les services départementaux de l'équipement, la part des services de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale qui seront nécessaires à l'exercice des compétences transférées aux collectivités locales en application du titre II bis (nouveau) et la part des services de la direction départementale de l'agriculture qui sont affectés à l'équipement rural et urbain sont transférés au département et placés sous l'autorité du président du conseil général. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 162 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 octies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 octies est supprimé.

Article 55 nonies.

Mme la présidente. « Art. 55 nonies. — Les services autres que ceux mentionnés à l'article précédent et qui sont nécessaires à l'exercice des compétences du département sont, à la demande du président du conseil général, mis à la disposition du conseil général ; pendant la durée de cette mise à disposition, les services et les personnels sont placés sous l'autorité du président du conseil général. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 163 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 nonies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 nonies est supprimé.

Article 55 decies.

Mme la présidente. « Art. 55 decies. — Les personnels des services de la préfecture et des services extérieurs de l'Etat transférés au département sont placés sous l'autorité du président du conseil général quel que soit le statut dont ils bénéficient à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

« Leurs droits acquis sont maintenus. Ils bénéficient d'un droit d'option entre le statut dont ils relèvent et l'intégration dans la fonction publique départementale qui sera définie par application du chapitre II ci-après. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 164 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 decies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 decies est supprimé.

Article 55 undecies.

Mme la présidente. « Art. 55 undecies. — Dès l'entrée en vigueur de la présente loi et sans que cela préjuge de la répartition définitive des services, le président ou conseil général et le représentant de l'Etat dans le département pourront définir les conditions dans lesquelles les services et les personnels correspondants seront placés sous l'autorité du président du conseil général pour la part de leurs activités qu'ils effectuent en faveur du département.

« Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, un décret en conseil d'Etat déterminera, département par département, les conditions d'application du présent chapitre. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 165 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 undecies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 undecies est supprimé.

Article 55 duodecies.

Mme la présidente. « Art. 55 duodecies. — Les services de la préfecture de région nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil régional sont transférés à la région et placés sous l'autorité de l'organe exécutif de la région et sous le contrôle du conseil régional. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 166 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 duodecies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 duodecies est supprimé.

Article 55 tredecies.

Mme la présidente. « Art. 55 tredecies. — En cas de catastrophe menaçant la sécurité de la population, le Premier ministre, après en avoir informé le président du conseil général, peut décider de confier la coordination de l'action des services de l'Etat et des services départementaux au représentant de l'Etat dans le département. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 167 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 tredecies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 tredecies est supprimé.

Avant l'article 55 quatuordecies.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé du chapitre II :

CHAPITRE II

Création d'une fonction publique locale.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 168 ainsi rédigé :

« Avant l'article 55 quatuordecies, supprimer l'intitulé du chapitre II :

« Création d'une fonction publique locale. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé du chapitre II est supprimé.

Article 55 quatuordecies.

Mme la présidente. « Art. 55 quatuordecies. — Par les dispositions du présent titre, la République assure aux fonctionnaires de ses collectivités locales et de leurs établissements publics la protection législative de leurs garanties fondamentales. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 169 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 quatuordecies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 quatuordecies est supprimé.

Article 55 quindecies.

Mme la présidente. « Art. 55 quindecies. — L'ensemble des personnels titulaires actuellement employés dans les communes et les départements et qui ne bénéficient pas à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, des garanties des fonctionnaires de l'Etat, sont placés, sous réserve des dispositions du livre IX du code de la santé publique et de l'aide sociale, soit sous le

statut de la fonction communale, tel qu'il est défini par le titre IV du code des communes, modifié par les dispositions du présent chapitre, soit sous le statut de la fonction publique départementale, tel qu'il sera défini en application des dispositions du présent chapitre. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 170 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 quindecies. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 quindecies est supprimé.

Article 55 sedecies.

Mme la présidente. « Art. 55 sedecies. — Le conseil municipal fixe par une délibération la liste des emplois permanents à temps complet confiés à un personnel exclusivement communal.

« Les agents titulaires de ces emplois appartiennent à la fonction communale. Ils ont la qualité de fonctionnaire communal. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 171 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 sedecies. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 sedecies est supprimé.

Article 55 septemdecies.

Mme la présidente. « Art. 55 septemdecies. — Le conseil municipal détermine les effectifs des différents emplois communaux.

« Il peut s'inspirer d'un tableau type de ces différents emplois tenant compte de l'importance respective des communes et établi après avis de la commission nationale paritaire du personnel communal dans des conditions qui seront définies par la loi portant statut de la fonction publique locale. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 172 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 septemdecies. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 septemdecies est supprimé.

Article 55 duodevicies.

Mme la présidente. « Art. 55 duodevicies. — Dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, une loi ultérieure portera statut du personnel départemental. Cette loi donnera au personnel départemental titularisé la qualité de fonctionnaire et des avantages équivalents à ceux qui sont accordés aux fonctionnaires de l'Etat. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 173 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 duodevicies. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 duodevicies est supprimé.

Article 55 undevicies.

Mme la présidente. « Art. 55 undevicies. — Le conseil général fixe par une délibération la liste des emplois permanents à temps complet confiés à un personnel exclusivement départemental.

« Les agents titulaires de ces emplois appartiennent à la fonction départementale. Ils ont la qualité de fonctionnaire départemental. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 174 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 undevicies. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 undevicies est supprimé.

Article 55 vicies.

Mme la présidente. « Art. 55 vicies. — Les emplois de fonctionnaires communaux et départementaux sont répartis après avis des commissions paritaires compétentes et dans des conditions qui seront définies par la loi en quatre catégories désignées dans l'ordre hiérarchique décroissant, par les lettres A, B, C, D. Chacune de ces catégories correspond à la catégorie de fonctionnaires de l'Etat désignée par la même lettre en application du deuxième alinéa de l'article 17 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires.

« Les conditions de recrutement des fonctionnaires communaux et départementaux sont fixées par la loi.

« A l'intérieur de chacune des catégories les emplois sont organisés en cadre d'emplois de façon à assurer un déroulement normal des carrières.

« A chaque emploi est attachée une échelle indiciaire analogue à celle de l'emploi correspondant de la fonction publique d'Etat. Les rémunérations allouées par les communes ou les départements à leurs fonctionnaires sont égales aux rémunérations des fonctionnaires de l'Etat ayant des fonctions équivalentes.

« Le maire ou le président du conseil général prennent toute disposition permettant, dans les conditions fixées par les lois et les règlements, l'exercice des droits syndicaux par le personnel de la commune ou du département et par leurs représentants. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 175 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 vicies. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 vicies est supprimé.

Article 55 unvicies.

Mme la présidente. « Art. 55 unvicies. — La spécificité de la fonction publique communale et de la fonction publique départementale est reconnue par la loi. Toutefois, les fonctionnaires communaux et les fonctionnaires départementaux peuvent être détachés dans un emploi de la fonction publique d'Etat ; de la même façon, les fonctionnaires de l'Etat peuvent être détachés dans un emploi de la fonction publique communale ou départementale ; ils pourront y être intégrés et reclassés dans un corps ou, suivant le cas, dans un cadre d'emploi en tenant compte de leur ancienneté. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 176 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 unvicies. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 unvicies est supprimé.

Avant l'article 55 duovicies.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé du chapitre III :

CHAPITRE III

Création d'un statut des élus locaux.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 177 ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé du chapitre III ;

« Création d'un statut des élus locaux. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé du chapitre III est supprimé.

Article 55 duovicies.

Mme la présidente. « Art. 55 duovicies. — Les fonctions de conseiller municipal, de conseiller général et de conseiller régional sont gratuites sous réserve des dispositions du présent chapitre. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 178 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 duovicies. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 duovicies est supprimé.

Avant l'article 55 trevicies.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé de la section I :

SECTION I**Garanties d'exercice de certains mandats locaux.**

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 179 ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé :

« Section I.

« Garanties d'exercice de certains mandats locaux. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, cet intitulé est supprimé.

Article 55 trevicies.

Mme la présidente. « Art. 55 trevicies. — Tout employeur est tenu de laisser à ses salariés, membres d'un conseil municipal, d'un conseil général ou d'un conseil régional, le temps nécessaire pour participer aux séances de ce conseil ou de ses commissions ou pour représenter suivant le cas la commune, le département ou la région dans un organisme qui en dépend directement, quand ils ont été chargés d'assurer cette représentation par décision de l'assemblée dont ils font partie.

« Ce temps d'absence de l'entreprise ou du service ne donne pas lieu à rémunération de la part de l'employeur ; il peut être remplacé. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 180 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 trevicies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 trevicies est supprimé.

Article 55 quatuorvicies.

Mme la présidente. « Art. 55 quatuorvicies. — Sans préjudice de l'article précédent, les employeurs qui occupent plus de dix salariés dans le même établissement sont tenus d'accorder des autorisations spéciales d'absence aux membres du conseil municipal, du conseil général ou du conseil régional, bénéficiant d'une indemnité de fonctions. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 181 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 quatuorvicies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 quatuorvicies est supprimé.

Article 55 quinvicies.

Mme la présidente. « Art. 55 quinvicies. — Les suspensions de travail prévues aux articles précédents ne peuvent être une cause de rupture par l'employeur du contrat de travail et ce, à peine de nullité du licenciement. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 182 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 quinvicies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 quinvicies est supprimé.

Article 55 sevicies.

Mme la présidente. « Art. 55 sevicies. Les dispositions des articles précédents s'appliquent aux agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 183 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 sevicies. »

La parole est à M. le rapporteur.

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 sevicies est supprimé.

Avant l'article 55 septemvicies.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé de la section II :

SECTION II**Compensations pécuniaires à l'exercice de certains mandats locaux.**

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 184 ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé :

« Section II.

« Compensations pécuniaires à l'exercice de certains mandats locaux. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, cet intitulé est supprimé.

Article 55 septemvicies.

Mme la présidente. « Art. 55 septemvicies. — Les maires et adjoints des communes, les présidents et membres de délégations spéciales faisant fonction d'adjoints, et les membres de certains conseils municipaux ont droit à des indemnités de fonctions destinées à compenser les charges inhérentes à leur mandat dans les conditions fixées aux articles ci-après. Ces indemnités constituent pour les communes une dépense obligatoire.

« Le montant de ces indemnités est déterminé dans la limite d'un plafond fixé par décret en Conseil d'Etat par référence à l'échelle des indices de traitement de la fonction publique.

« Le montant des indemnités versées aux élus locaux, maires, adjoints et certains conseillers municipaux est pris en charge par l'Etat dans la proportion de 50 p. 100. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 185 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 septemvicies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 septemvicies est supprimé.

Article 55 duodetrigies.

Mme la présidente. « Art. 55 duodetrigies. — Dans les communes de plus de 30 000 habitants, les conseils municipaux peuvent voter des indemnités de fonctions aux conseillers municipaux autres que le maire et les adjoints sans que le total de ces indemnités puisse dépasser le chiffre prévu comme maximum pour l'indemnité du maire en application de l'article précédent.

« Dans les communes de plus de 400 000 habitants, le montant des indemnités dont peuvent bénéficier les conseillers municipaux est déterminé dans la limite d'un plafond fixé par décret en Conseil d'Etat.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 186 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 duodetrigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 duodetrigies est supprimé.

Article 55 undétrigies.

Mme la présidente. « Art. 55 undétrigies. — Pendant la durée des sessions et des réunions des commissions réglementaires, ainsi que pendant la durée des missions dont ils sont chargés en application de l'article 51 ou de l'article 91 de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux, les conseillers généraux peuvent recevoir une indemnité pour chaque journée de présence à l'assemblée, aux séances desdites commissions ou pour les journées passées en mission. Cette indemnité constitue pour les départements une dépense obligatoire.

« Le montant de l'indemnité journalière est fixé par le conseil général sans pouvoir excéder le vingtième du traitement de président de tribunal administratif hors classe, à son indice terminal. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 187 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 undétrigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 undétrigies est supprimé.

Article 55 trigies.

Mme la présidente. « Art. 55 trigies. — Lorsque le président du conseil général n'est pas membre du Gouvernement, de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil constitutionnel ou de l'Assemblée des communautés européennes, il peut recevoir l'indemnité journalière prévue à l'article précédent et majorée dans la limite de 50 p. 100, à raison de chaque journée de présence à l'assemblée dans la limite annuelle de quatre journées en moyenne par semaine.

« Les conseils généraux peuvent également majorer, dans la limite de 25 p. 100, l'indemnité journalière des vice-présidents et des membres du conseil général auxquels le président délègue une partie de ses fonctions. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 188 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 trigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 trigies est supprimé.

Avant l'article 55 untrigies.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé de la section III :

SECTION III**Frais de mission et de représentation.**

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 189 ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé :

- Section III

« Frais de mission et de représentation. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, cet intitulé est supprimé.

Article 55 untrigies.

Mme la présidente. « Art. 55 untrigies. — Le conseil général ou le conseil régional peut voter sur les ressources ordinaires un crédit pour frais de représentation du président et des membres désignés par lui pour représenter l'assemblée départementale ou l'assemblée régionale. Les dépenses correspondantes ne peuvent être mandatées qu'après visa du président. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 190 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 untrigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 untrigies est supprimé.

Article 55 duotrigies.

Mme la présidente. « Art. 55 duotrigies. — S'il n'est pas membre du Gouvernement, de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil constitutionnel ou de l'Assemblée des communautés européennes, le conseiller général ou le conseiller régional peut recevoir, sur les ressources du budget départemental ou régional, une indemnité de déplacement lorsque, pour prendre part aux réunions du conseil général ou du conseil régional, aux séances des commissions réglementaires dont il fait partie en qualité, ainsi que pour les missions dont il est chargé par son assemblée en application de la loi, il est obligé de se transporter à plus de deux kilomètres de sa résidence.

« Il a, en outre, droit au remboursement des frais supplémentaires pouvant résulter de l'exercice de mandats spéciaux dont il est chargé par son assemblée.

« Les frais ainsi exposés peuvent être remboursés forfaitairement, dans la limite d'un montant qui sera fixé par décret en Conseil d'Etat, par référence aux indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 191 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 duotrigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 duotrigies est supprimé.

Avant l'article 55 tretrigies.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé de la section IV :

SECTION IV**Régime de retraite.**

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 192 ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé :

« Section IV.

« Régime de retraite. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, cet intitulé est supprimé.

Article 55 tretrigies.

Mme la présidente. « Art. 55 tretrigies. — Les maires, adjoints et conseillers municipaux recevant une indemnité de fonctions par application des dispositions de la section II nouvelle du présent chapitre, sont affiliés au régime complémentaire institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques en application de l'article L. 4 du code de la sécurité sociale.

« Les cotisations de ces communes et celles des maires, adjoints et conseillers municipaux, sont calculées sur le montant des indemnités de fonctions votées par les conseils municipaux.

« Les cotisations des communes constituent pour celles-ci une dépense obligatoire. Celles des maires, adjoints et conseillers municipaux ont un caractère personnel et obligatoire.

« Les maires, adjoints et conseillers municipaux peuvent, pour la durée de leur mandat et dans un délai d'un an à compter de leur élection, opter pour une cotisation double, triple ou quadruple de la cotisation normale du régime de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (I. R. C. A. N. T. E. C.).

« Les pensions versées en exécution des dispositions de la présente section sont cumulables sans limitation avec toute autre pension. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 193 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 tretrigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 tretrigies est supprimé.

Article 55 quatuortrigies.

Mme la présidente. « Art. 55 quatuortrigies. — Pendant une période de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les maires et adjoints qui n'étaient plus en fonctions au 1^{er} janvier 1973 pourront racheter les cotisations correspondant aux indemnités qu'ils ont effectivement perçues au taux en vigueur à la même date. Les communes devront prendre en charge la part des cotisations qui leur incombe à ce titre.

« Il en sera de même pour les maires et adjoints qui auraient renoncé à la perception des indemnités auxquelles ils pouvaient prétendre avant le 1^{er} janvier 1973.

« Les uns et les autres auront la jouissance de la retraite à partir de l'âge légal ou, si cet âge est dépassé lors de leur demande, à partir de la date de cette demande. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 194 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 quatuortrigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 quatuortrigies est supprimé.

Article 55 quintrigies.

Mme la présidente. « Art. 55 quintrigies. — Les conseils généraux et les conseils régionaux ont la faculté de participer au financement d'un régime de prévoyance créé au profit de leurs membres et destiné à leur verser des prestations à l'expiration de leur mandat. Ces régimes sont, en outre, autorisés à présenter des garanties en cas de décès ou d'invalidité.

« Les régimes existant antérieurement à la promulgation de la présente loi, qu'ils aient été créés par un conseil général ou le conseil de Paris, peuvent poursuivre leur activité conformément à leurs statuts. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 195 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 quintrigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 quintrigies est supprimé.

Avant l'article 55 setrigies.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé de la section V :

SECTION V.**Formation.**

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 196 ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé :

« Section V

« Formation. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, cet intitulé est supprimé.

Article 55 setrigies.

Mme la présidente. « Art. 55 setrigies. — Les communes, les conseils généraux et les conseils régionaux peuvent allouer, sur leur budget, aux membres de leurs conseils, des indemnités pour rembourser les frais que ceux-ci ont exposés, le cas échéant, pour suivre des stages dans des centres de formation agréés dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat et créés soit par des organismes publics de formation, soit par des associations d'élus locaux ayant au moins le département pour cadre de leur recrutement. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 197, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 setrigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 setrigies est supprimé.

Avant l'article 55 septemtrigies.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé de la section VI :

SECTION VI**Responsabilités.**

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 198, ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé :

« Section VI.

« Responsabilités. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé de la section VI est supprimé.

Article 55 septemtrigies.

Mme la présidente. « Art. 55 septemtrigies. — Les maires, les présidents de conseils généraux, les présidents de conseils régionaux et les membres de leur assemblée les suppléant ne peuvent être condamnés pénalement pour un délit commis dans l'exercice de leurs fonctions que s'ils n'ont pas accompli toutes diligences normales, compte tenu des moyens dont ils disposent et des difficultés propres aux missions que la loi leur confie. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 199 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 septemtrigies. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 septemtrigies est supprimé.

Article 55 duodequadrages.

Mme la présidente. « Art. 55 duodequadrages. — Les communes, les départements et les régions sont responsables des dommages résultant des accidents subis par les conseillers municipaux, les conseillers généraux et les conseillers régionaux dans l'exercice de leurs fonctions.

« La responsabilité de la commune, du département ou de la région peut être supprimée ou atténuée en cas de faute intentionnelle ou inexcusable de la victime, dans la limite où elle est atténuée ou supprimée pour les accidents du travail à l'article L. 467 du code de la sécurité sociale. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 200 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 duodequadrages. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 duodequadrages est supprimé.

Article 55 undequadrages.

Mme la présidente. « Art. 55 undequadrages. — Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux présidents et vice-présidents des organismes de coopération intercommunale. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 201 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 undequadrages. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 undequadrages est supprimé.

Article 55 quadrages.

Mme la présidente. « Art. 55 quadrages. — I. — Les articles L. 121-24, L. 123-1, L. 123-4, L. 123-6, L. 123-7, L. 123-8, L. 123-10, L. 123-11, L. 123-12 et L. 123-13 du code des communes sont abrogés.

« II. — Les articles 19 (alinéa 2) et 36 bis de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux sont abrogés.

« III. — Le troisième alinéa de l'article 38 de la loi de finances du 27 février 1912, l'article 49 de la loi de finances du 30 juillet 1913 relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, l'article premier de la loi n° 47-588 du 4 avril 1947 modifiant et complétant cet article, l'article 2 de la loi n° 49-1101 du 2 août 1949 qui permet aux salariés membres d'un conseil général de participer aux délibérations de ce conseil et des commissions qui en dépendent sont abrogés. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 202 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 55 *quadrages*. »

Je mets aux voix cet amendement.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 55 *quadrages* est supprimé.

Avant l'article 56 A.

Mme la présidente. Je donne lecture des intitulés du titre IV, du chapitre I^{er} et de la section I :

TITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES ET RELATIONS ENTRE L'ETAT, LES COMMUNES, LES DEPARTEMENTS ET LES REGIONS

CHAPITRE I^{er}

Dispositions communes.

SECTION I

Organisation du contrôle juridictionnel a posteriori.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 204 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'intitulé du chapitre I^{er} du titre IV :
« Du contrôle financier ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 204.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé du chapitre I^{er} du titre IV est ainsi rédigé.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 205 ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé :

« Section I.

« Organisation du contrôle juridictionnel a posteriori. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit de la suppression de l'intitulé d'une section.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 205.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé de la section I est supprimé.

Article 56 A.

Mme la présidente. « Art. 56 A. — I. — Lorsqu'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée a condamné une commune, un département ou une région au paiement d'une somme d'argent dont le montant est fixé par la décision elle-même, il est procédé selon les dispositions prévues à l'article 6 ci-dessus.

« II. — Dans le paragraphe II de l'article premier de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public, les mots « collectivité locale ou », « à la collectivité ou » et « de la collectivité ou » sont abrogés.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 206 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 56 A. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. L'amendement n° 206 est un amendement de coordination. Nous mettons les dispositions qu'il tend à supprimer à une autre place dans le projet de loi.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 206.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 56 A est supprimé.

Avant l'article 56 B.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé de la sous-section I :

Sous-section I. — *Cour de discipline budgétaire et financière.*

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 208 ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé :

« Sous-section I. — *Cour de discipline budgétaire et financière.* »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement vise simplement à supprimer un intitulé.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 208.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé de la sous-section I est supprimé.

Article 56 B.

Mme la présidente. « Art. 56 B. — Une nomenclature simplifiée des pièces justificatives des dépenses communales, départementales et régionales sera élaborée dans les six mois qui suivront la publication de la présente loi. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 209 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 56 B. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Par les amendements n° 209, 210, 211 et 212, je propose de supprimer respectivement les articles 56 B, 56 C, 56 D et 56 E. Les dispositions incluses dans ces articles seront incluses dans le titre IV.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ? amendements ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord sur les quatre amendements.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 209.
(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 56 B est supprimé.

Article 56 C.

Mme la présidente. « Art. 56 C. — Les 6^e, 7^e, 8^e, 9^e et 10^e alinéas de l'article I^{er} de la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière sont remplacés par les aînés suivants :

« Toutefois, ne sont pas justiciables de la cour de discipline budgétaire et financière, à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions :

« Les membres du Gouvernement ;

« Les membres des conseils régionaux, des conseils généraux et des conseils municipaux, les membres des conseils élus des établissements publics communaux et intercommunaux, exception faite du cas où ces personnes, agissant en tant qu'ordonnateurs, ont fait usage du droit de réquisition, conformément aux dispositions des articles 10, 39 et 53 de la loi n°

relative aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer, et lorsqu'ils ont enfreint les dispositions des articles 5 bis, 6 et 6 bis de la présente loi.

« Pour les fonctions qui, en raison des dispositions législatives ou réglementaires, sont l'accessoire obligé de leurs fonctions principales, les personnes mentionnées aux deux alinéas précédents ne sont justiciables de la cour de discipline budgétaire et financière que dans les cas prévus ci-dessus. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 210 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 56 C. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 56 C est supprimé.

Article 56 D.

Mme la présidente. « Art. 56 D. — L'article 7 de la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 précitée est complété in fine par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les personnes mentionnées au huitième alinéa de l'article 1^{er} de la présente loi, le montant maximum de l'amende ne pourra pas dépasser le montant annuel de l'indemnité de fonctions effectivement perçue à la date de l'infraction. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 211 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 56 D. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 56 D est supprimé.

Article 56 E.

Mme la présidente. « Art. 56 E. — Il est inséré dans la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 précitée, après l'article 16, un article 16 bis ainsi rédigé :

« Art. 16 bis. — Par dérogation aux dispositions de l'article 16 ci-dessus, les ordonnateurs mentionnés au huitième alinéa de l'article premier de la présente loi ne pourront être déférés à la cour de discipline budgétaire et financière que par la Cour des comptes sur proposition de la chambre régionale des comptes. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 212 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 56 E. »

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'article 56 E est supprimé.

Avant l'article 56.

Mme la présidente. Je donne lecture de l'intitulé de la sous-section II :

Sous-section II. — Les chambres régionales des comptes.

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 213 ainsi rédigé :

« Supprimer l'intitulé :

« Sous-section II. — Les chambres régionales des comptes. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit encore d'un amendement tendant à supprimer un intitulé.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 213.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, l'intitulé de la sous-section II est supprimé.

Article 56.

Mme la présidente. « Art. 56. — Il est créé dans chaque région une chambre régionale des comptes. Elle comprend au minimum un président et deux assesseurs.

« Les jugements, décisions, avis, propositions, rapports et observations de la chambre régionale des comptes sont adoptés collégalement.

« Les membres de la chambre régionale des comptes sont des magistrats. Ils sont et demeurent insmovibles.

La parole est à M. Séguin, inscrit sur l'article.

M. Philippe Séguin. Un certain nombre de changements sont intervenus au Sénat sur cet article et nous avons l'impression que le Gouvernement lui-même a souhaité introduire de nouvelles dispositions dans toute cette partie du texte relative à la chambre régionale des comptes.

Je veux simplement, à titre introductif, formuler deux observations.

La Cour des comptes va voir ses activités se transformer de façon très significative, en raison particulièrement du texte que nous votons. Le contrôle des collectivités locales constituait l'essentiel de son activité juridictionnelle. Ce contrôle va disparaître et se limiter à l'examen de l'appel des décisions des chambres régionales. En contrepartie, sa mission d'investigation sur les comptes des entreprises publiques va prendre une importance accrue.

Je tiens, monsieur le ministre d'Etat, à insister sur les problèmes d'effectifs qu'entraînera la ponction que vous opérez sur la Cour des comptes pour vos chambres régionales. Car ce sont plusieurs dizaines de magistrats que vous allez, au moins à titre transitoire, faire partir dans les chambres régionales des comptes, alors même que l'extension du secteur public, qui a été décidée, hier, à titre définitif, par l'Assemblée nationale, compensera, et au-delà, la disparition des tâches juridictionnelles auxquelles je faisais allusion tout à l'heure. Il en résultera de gros problèmes d'effectifs.

Voilà ce que je voulais dire à titre introductif, étant entendu que nous aurons l'occasion, sur les articles suivants, de rouvrir ce débat.

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 214 ainsi rédigé :

« Supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 56. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Nous abordons les articles relatifs à l'organisation de la chambre régionale des comptes.

Etant donné que nous avons déjà fait préciser, en première lecture, que la chambre régionale statuerait collégalement et que, par ailleurs, la fonction de président est clairement définie, il nous apparaît inutile de prévoir, comme l'a fait le Sénat, que cette chambre comprend un président et deux assesseurs. Cela va de soi.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Il convient, à ce stade, de poser le problème des rapports que vont entretenir ces chambres régionales des comptes avec les trésoreries générales.

Vous attendiez cette question, monsieur le ministre d'Etat. Vous n'êtes donc pas déçu de me l'entendre poser !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je l'attendais !

M. Philippe Séguin. Je sais bien que vous l'attendiez ! J'avais fait consigner ce point au *Journal officiel* de manière qu'il n'y ait pas de surprise.

Concernant les trésoreries générales, ou, plus précisément, les cellules qui, dans les trésoreries générales, exercent un contrôle financier des collectivités locales par le compte de la Cour des comptes, deux problèmes se posent.

Le premier problème a trait à l'efficacité et à l'opportunité administratives. Est-il normal, est-il opportun que la chambre régionale des comptes fasse demain ce que faisait la Cour des comptes, à savoir délègue une partie de son pouvoir de contrôle aux trésoreries générales, à charge pour elles de lui rendre compte du contrôle qui aura été opéré ?

Cette hypothèse n'est pas à exclure formellement, dans la mesure où, dans certaines régions, le nombre des communes est considérable. Par exemple, la région Provence-Côte d'Azur, monsieur le ministre d'Etat, comprend plusieurs centaines, pour ne pas dire plusieurs milliers, de communes. C'est dire que la tâche de la chambre régionale sera ardue et que l'aide des trésoreries générales ne sera pas forcément superflue.

Le second problème concerne le devenir des fonctionnaires des trésoreries générales qui, actuellement, sont affectés au contrôle comptable. La réponse à cette question est indépendante de la première.

Ces fonctionnaires se sont inquiétés, car la logique de la réforme aurait conduit à les transférer vers les chambres régionales des comptes. Ainsi, à l'exception de ceux qui sont déjà affectés à la trésorerie générale de région, ils auraient été contraints de quitter leur département d'affectation pour rejoindre le département chef-lieu.

J'ai interrogé sur ce point votre collègue, M. le ministre de l'économie et des finances. Il m'a affirmé que, selon lui et selon M. le ministre du budget, la solution du maintien de ces personnels au poste qu'ils occupent actuellement serait préférable, quitte à l'assortir d'une délégation, par la chambre régionale des comptes, d'une partie de sa mission de contrôle aux trésoreries générales.

J'aimerais savoir si le Gouvernement a procédé à l'arbitrage nécessaire ou si le problème reste encore ouvert à l'heure qu'il est.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je tiens à répondre brièvement à M. Séguin.

Les arbitrages gouvernementaux n'ont pas encore été opérés. Ils auront lieu au moment où les textes seront définitivement arrêtés.

En ce qui me concerne, je préférerais que les trésoreries générales soient rattachées à la chambre régionale des comptes.

Les fonctionnaires pourraient être mis en détachement, mais, sur le plan géographique, ils peuvent parfaitement rester au siège du département dans lequel ils se trouvent.

M. Philippe Séguin. Très bien !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 214.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 215 ainsi rédigé :

« A la fin du deuxième alinéa de l'article 56, substituer au mot : « adoptés », le mot : « délibérés ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Un petit repentir rédactionnel m'a conduit à préférer le terme « délibérés » au terme « adoptés ».

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 215.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'article 56, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 56, ainsi modifié, est adopté.)

Article 56 bis.

Mme la présidente. « Art. 56 bis. — Le président de la chambre régionale des comptes est un conseiller-maître à la Cour des comptes nommé, à sa demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, par décret du Président de la République.

« Les autres magistrats sont issus de la Cour des comptes et nommés, par décret, à leur demande, et sur proposition du premier président de la Cour des comptes ou issus du corps des conseillers des chambres régionales dont les membres sont nommés par décret du Président de la République.

« Dans les conditions fixées par leur statut, les conseillers des chambres régionales des comptes pourront accéder, sur proposition du premier président de la Cour des comptes, après avoir effectué un stage de deux années à la Cour des comptes et par décret du Président de la République, aux fonctions de président de la chambre régionale des comptes.

« La chambre régionale des comptes comporte un ou plusieurs magistrats exerçant les fonctions d'avocat général sous l'autorité du procureur général près la Cour des comptes.

« Une loi définira le statut et le mode de recrutement du corps des conseillers des chambres régionales des comptes.

« Des agents de l'Etat ou des collectivités territoriales peuvent être détachés auprès des chambres régionales pour assister leurs membres dans l'exercice de leurs compétences dans des conditions fixées par décret. Les intéressés ne peuvent exercer aucune activité juridictionnelle. »

La parole est à M. Séguin, inscrit sur l'article.

M. Philippe Séguin. L'article 56 bis pose un problème qui pourra paraître techniquement fastidieux mais il est important pour l'avenir des chambres régionales des comptes et de la Cour des comptes.

Le problème essentiel qui se pose est celui des relations qu'entretiendront la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes.

En la matière, deux conceptions s'opposent — sans que cela soit dramatique — celle de la commission et celle du Gouvernement.

Le Gouvernement souhaiterait que la présidence des chambres régionales des comptes revienne, au départ, à des conseillers-maîtres ou à des conseillers référendaires à la Cour des comptes. Cela est tout à fait logique — et la commission en est d'accord — dans la mesure où le nouveau corps des conseillers des chambres régionales des comptes n'existe pas encore. Il n'aura donc pas au début le temps de dégager des hommes susceptibles d'exercer les fonctions de président.

Mais que se passera-t-il lorsque des conseillers de chambres régionales des comptes seront susceptibles de devenir présidents ? Sur ce point, la différence est marquée entre la position de la commission et celle du Gouvernement.

Selon l'avis de la commission — que je partage avec la majorité de ses membres — les rapports en matière de personnel entre la Cour des comptes et les chambres régionales doivent s'inspirer assez directement de ceux qui existent entre le Conseil d'Etat et les tribunaux administratifs, à savoir que progressivement les fonctions de président de chambre régionale des comptes soient exercées par des conseillers des chambres régionales des comptes.

Le Gouvernement accepte cette proposition mais en assortissant cette perspective d'une mesure qui me laisse assez perplexé, selon laquelle les conseillers de chambres régionales qui deviendraient présidents deviendraient automatiquement en même temps membres de la Cour des comptes, ce qui, soit dit en passant, remet en cause le recrutement de la Cour des comptes, y compris les règles relatives au tour extérieur.

J'ajoute, monsieur le ministre d'Etat, sans pour autant vous soupçonner sur ce point, que cela ouvre la porte à un certain nombre de manipulations. Si, demain, le Gouvernement, sous prétexte que les jugements, les appréciations, les avis de la Cour des comptes sont trop sévères pour lui, voulait y faire entrer une fournée de conseillers bien pensants, il lui suffirait de nommer tous les mois un nouveau président de chambre régionale des comptes qui deviendrait conseiller à la Cour des comptes. Je ne dis pas que c'est ce que vous ferez, mais, après tout, vous n'occuperez pas tout le temps la fonction de ministre d'Etat et on ne sait qui vous succédera ! (Sourires.) Ce seront peut-être des gens...

M. Alain Richard, rapporteur. Sans foi ni loi !

M. Philippe Séguin. Effectivement.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Si c'est vous, je suis tranquille !

M. Philippe Séguin. De ce point de vue, vous n'auriez pas de souci à vous faire. Vous pourriez être tranquille ; mais je ne suis pas sûr que ce soit moi qui vous succède ! Je le déplore. (Sourires.)

Il y a à la fois un risque que je vous signale au passage. Je crois comprendre ce que vous voulez : vous considérez que les rapports entre le Conseil d'Etat et les tribunaux administratifs, du fait sans doute du multiusianisme du premier, ne sont pas très satisfaisants aussi vous ne voulez pas qu'on recommence, du côté de la juridiction financière. Mais il y avait un moyen beaucoup plus décisif d'éviter cela et de permettre aux chambres régionales et à la Cour des comptes d'entretenir de bons rapports, c'était d'accepter ma proposition initiale en faisant des chambres régionales des comptes des chambres de la Cour des comptes.

Cela ne coûterait pas un sous de plus et répondrait à l'objectif que vous recherchez aujourd'hui à grand-peine en risquant, je le crains, de créer des difficultés supplémentaires.

Mme la présidente. Je suis saisie de deux amendements n° 484 et 216, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 484, présenté par M. Séguin, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 56 bis :

« Les présidents des chambres régionales des comptes sont nommés par décret du Président de la République.

« Peuvent seuls accéder aux fonctions de président de chambre régionale des comptes :

« — à leur demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, les conseillers maîtres et les conseillers référendaires à la Cour des comptes ;

« — dans des conditions fixées par leur statut, les membres du corps des conseillers de chambres régionales des comptes.

« Les magistrats des chambres régionales des comptes, nommés par décret du Président de la République, sont soit des membres de la Cour des comptes détachés à leur demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, soit des membres du corps des conseillers des chambres régionales des comptes.

« Un avocat général, choisi parmi les magistrats de la chambre, exerce les fonctions de ministre public. »

« Substituer aux cinq premiers alinéas de l'article 56 bis les nouvelles dispositions suivantes :

« Le président de la chambre régionale des comptes est soit un conseiller maître ou un conseiller référendaire à la Cour des comptes nommé, à sa demande et sur proposition du Premier président de la Cour des comptes, par décret du Président de la République, soit un membre du corps des conseillers des chambres régionales des comptes nommé, dans les conditions fixées par le statut de ce corps, sur proposition du premier président de la Cour des comptes et par décret du Président de la République.

« Des magistrats de la Cour des comptes peuvent, à leur demande et sur proposition du Premier président de la Cour des comptes, être détachés auprès des chambres régionales des comptes.

« Les autres magistrats des chambres régionales des comptes appartiennent au corps des conseillers des chambres régionales, dont les membres sont nommés par décret du Président de la République.

« Chaque chambre régionale des comptes comporte un ou plusieurs commissaires du Gouvernement, choisis parmi les magistrats de la chambre, qui exercent les fonctions de ministère public. »

L'amendement n° 216, présenté par M. Alain Richard, rapporteur, et M. Sapin est ainsi rédigé :

Sur cet amendement, je suis saisi de deux sous-amendements n° 324 et 485.

Le sous-amendement n° 324, présenté par le Gouvernement, est ainsi rédigé :

Substituer au premier alinéa de l'amendement n° 216 les nouvelles dispositions suivantes :

« Le président de la chambre régionale des comptes est un conseiller maître ou un conseiller référendaire à la Cour des comptes nommé, à sa demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, par décret du Président de la République.

« Dans des conditions fixées par leur statut, les membres du corps des conseillers des chambres régionales des comptes pourront accéder, sur proposition du premier président de la Cour des comptes et par décret du Président de la République, aux fonctions de président de chambre régionale des comptes. »

Le sous-amendement n° 485, présenté par M. Séguin, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le dernier alinéa de l'amendement n° 216 :

« Un avocat général, choisi par les magistrats de la chambre, exerce les fonctions de ministère public. »

La parole est à M. Séguin, pour soutenir l'amendement n° 484.

M. Philippe Séguin. Je suggère une rédaction de l'article 56 bis qui, sans être en contradiction sur le fond avec celle que proposent M. Richard et M. Sapin, co-signataires de l'amendement n° 216 de la commission, me paraît plus claire :

« Les présidents des chambres régionales des comptes sont nommés par décret du Président de la République. » Sur ce point, tout le monde est d'accord.

« Peuvent seuls accéder aux fonctions de présidents de chambre régionale des comptes :

« — à leur demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, les conseillers maîtres et les conseillers référendaires à la Cour des comptes ;

« — dans des conditions fixées par leur statut, les membres du corps des conseillers de chambres régionales des comptes. »

Il m'apparaît, en effet, qu'il n'est absolument pas nécessaire que le premier président donne son avis sur la capacité ou l'incapacité d'un membre d'un corps qui n'est pas le sien, à accéder à la présidence d'une chambre régionale des comptes.

« Les magistrats des chambres régionales des comptes, nommés par décret du Président de la République, sont soit des membres de la Cour des comptes, détachés à leur demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, soit des membres du corps des conseillers des chambres régionales des comptes. »

On en revient, enfin, à l'épineux problème de l'avocat général ou du commissaire du Gouvernement. Afin d'éviter toute confusion entre la procédure juridictionnelle qui devra être celle des chambres régionales et s'inspirer directement de la procédure en vigueur à la Cour des comptes, je souhaite que ce soit non pas un — ou plusieurs — commissaires du Gouvernement, mais un avocat général, choisi parmi les magistrats de la chambre, qui exerce les fonctions de ministère public.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur pour soutenir l'amendement n° 216 et exprimer l'avis de la commission sur l'amendement n° 484.

M. Alain Richard, rapporteur. L'amendement n° 216 précise les conditions de nomination d'abord du président de la chambre régionale des comptes, ensuite des autres magistrats.

Il a été modifié par la commission des lois contre l'avis de son rapporteur en définissant l'accès à la présidence suivant deux filières : soit nomination d'un membre de la Cour des comptes, soit nomination d'un membre du corps des conseillers des chambres régionales, en empêchant ces derniers, s'ils étaient nommés, d'accéder à la Cour des comptes.

Il me semble au contraire que l'entrée de l'ensemble des présidents de chambre régionale dans la Cour des comptes représente, d'une part, une garantie à la fois de bonne communication entre la juridiction de première instance et la juridiction d'appel et, d'autre part, une garantie d'accrochage — selon le jargon de la fonction publique — du statut des conseillers de chambres régionales des comptes par rapport au statut de la Cour des comptes. Ce point n'est pas réglé précisément dans la situation qui est celle des tribunaux administratifs par rapport au Conseil d'Etat parce qu'il n'y a pas identité entre le grade de président de tribunal administratif et celui de conseiller d'Etat.

Cela nous semble donc être une précaution qui est favorable à la situation statutaire des conseillers de chambres régionales des comptes, ce qui leur assure un débouché de carrière satisfaisant.

Je serais donc favorable au sous-amendement du Gouvernement, qui revient sur la rédaction du premier alinéa du texte de l'article 56 bis que je propose au nom de la commission.

Mme la présidente. Implicitement, je peux considérer que vous avez donné un avis défavorable à l'amendement n° 484 ?

M. Alain Richard, rapporteur. Oui, à cause de la mention de l'avocat général, que nous avons entendu repousser en première lecture.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je souhaite faire un rappel au règlement car j'ai l'impression que M. le rapporteur a donné un avis défavorable non seulement à l'amendement n° 484, mais également à l'amendement n° 216 qu'il est chargé de rapporter.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat pour présenter son sous-amendement n° 324 et donner son avis sur les amendements et sur le sous-amendement n° 485.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Nous sommes en présence de trois textes qui soit se contredisent, soit ne complètent.

Je propose à l'Assemblée d'adopter mon sous-amendement n° 324 qui tend à substituer au premier alinéa de l'amendement n° 216 les nouvelles dispositions suivantes :

« Le président de la chambre régionale des comptes est un conseiller maître ou un conseiller référendaire à la Cour des comptes nommé, à sa demande et sur proposition du premier président de la Cour des comptes, par décret du Président de la République. »

Il y a là une sorte de garantie pour la qualité de la justice qui sera rendue, que vous ne trouvez pas dans les autres amendements.

« Dans des conditions fixées par leur statut, les membres du corps des conseillers des chambres régionales des comptes pourront accéder » — j'attire votre attention sur ce point — « sur proposition du premier président de la Cour des comptes » — c'est une garantie pour M. Séguin, qui connaît bien cette institution — « et par décret du Président de la République, aux fonctions de président de chambre régionale des comptes. »

Par conséquent, dans les deux cas, les présidents de chambres régionales sont nommés sur proposition du premier président de la Cour des comptes.

En revanche, dans l'amendement n° 484 de M. Séguin et dans l'amendement n° 216 de M. Sapin, il n'en est pas ainsi ; la garantie n'est donc pas assurée de la même façon.

En ce qui concerne l'amendement n° 216 de la commission, je demande à M. le rapporteur de bien vouloir accepter de renoncer à l'alinéa 1^{er} ; le Gouvernement accepte les alinéas 2, 3 et 4 qui concernent les magistrats de la Cour des comptes et les commissaires du Gouvernement.

Ainsi, en retenant le sous-amendement que je présente et les trois derniers alinéas de l'amendement de la commission, on arrive à une solution cohérente qui donne les meilleures garanties.

Mme la présidente. Monsieur Séguin, je crois pouvoir préciser que M. Richard a bien présenté l'amendement et a accepté le

sous-amendement du Gouvernement tendant à modifier le premier alinéa de cet amendement.

Je suppose que vous êtes d'accord ?

M. Philippe Séguin. Pas du tout, madame la présidente.

M. Alain Richard, rapporteur. Il ne faut pas trop en demander !

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je ne suis pas d'accord, non pas en tant que membre de l'opposition, mais au vu du règlement.

M. Richard avait un mandat de la commission qui a arbitré contre lui — il a eu l'honnêteté de nous le rappeler — en faveur d'un système exclusif de celui du Gouvernement.

M. Richard peut, à titre personnel, dire ce qu'il veut — il en a parfaitement le droit — mais en qualité de rapporteur, il n'a pas le droit, au nom de la commission, du moins me semble-t-il, d'accepter une modification qui dénature l'amendement de la commission. Et je déplore simplement, parce que je serai battu au nom d'une solidarité de laquelle je ne participe pas, que ne soient pas présents ce soir en séance d'autres députés qui ne sont pas de mon groupe, qui n'appartiennent pas à l'opposition, car ils auraient certainement défendu avec la même vigueur que moi la position que je défends ce soir.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il m'est déjà arrivé, au cours de cette discussion, de me trouver en présence d'amendements ou de sous-amendements présentés par les députés du groupe socialiste et de me mettre d'accord avec eux à plusieurs reprises. C'est le cas ce soir.

Par conséquent, je demande à l'Assemblée de retenir le sous-amendement n° 324 du Gouvernement, que viennent compléter, en quelque sorte, les trois derniers alinéas de l'amendement n° 216 de la commission.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Le socialisme n'a rien à voir à l'affaire. Aussi longtemps que nous serons sous l'empire de la Constitution de 1958 et du règlement de l'Assemblée nationale, un rapporteur détiendra un mandat de la commission et les amendements de la commission ne pourront pas être modifiés, retirés sans l'accord de celle-ci, surtout quand la contradiction avec la position de la commission est aussi manifeste. Il est arrivé parfois que cette règle soit en contradiction avec des préoccupations politiques. Demandez à votre collègue M. le garde des sceaux, il en sait quelque chose !

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. M. Séguin ne m'a pas appris grand-chose en ce qui concerne le règlement.

M. Philippe Séguin. Parfait ! Respectez-le !

M. Alain Richard, rapporteur. Il aura du mal à trouver dans le compte rendu de mon intervention l'expression « au nom de la commission ».

M. Philippe Séguin. Vous n'avez pas repris Mme la présidente quand elle a dit que la commission acceptait la modification...

M. Alain Richard, rapporteur. Je l'ai reprise.

M. Philippe Séguin. Je n'en ai pas souvenir.

M. Alain Richard, rapporteur. Dès lors, ce qui est en jeu, c'est votre souvenir et non pas mon respect du règlement !

Mme la présidente. Monsieur Séguin, j'ai dit tout simplement que M. le rapporteur avait accepté le sous-amendement du Gouvernement.

La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il suffit de regarder l'expression sympathique mais ironique de M. Séguin pour voir qu'il cherche à nous mettre dans l'embarras.

M. Philippe Séguin. Pas du tout !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Revoilà le sourire, il ne peut s'en empêcher. Il cherche à nous mettre dans l'embarras au nom des grands principes — je ne veux rien dire à ce sujet, mais n'exagérons pas ! — et il essaie d'opposer M. Richard et la commission. Non, cela ne se passe pas ainsi, monsieur Séguin, avec le groupe socialiste.

J'ai le droit, au nom du Gouvernement, de déposer des amendements, des sous-amendements, de m'entendre avec mes amis socialistes et, par conséquent, de demander que le premier alinéa de l'amendement de la commission soit remplacé par ceux que je propose dans mon sous-amendement, les trois autres alinéas de l'amendement étant maintenus. Cela, règlement ou non, vous

ne pouvez pas m'empêcher de le faire ; vous ne pouvez pas empêcher mes amis de voter. Ce qui vous annuie, c'est que vous sentez que cela va arriver, et c'est pourquoi vous voudriez en tirer une petite vengeance en mettant M. Richard en difficulté. Mais vous n'y arriverez pas ! Je demande maintenant qu'on passe au vote.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je demande simplement qu'on respecte le règlement et qu'on me permette de vous répondre, parce que je n'ai pas encore eu l'occasion d'argumenter au fond.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Personne ne vous a jamais empêché de parler, en tout cas par moi !

M. Philippe Séguin. De toute façon, monsieur le ministre, ce n'est pas à vous d'en décider mais à la présidence.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. J'ai le droit de donner mon avis !

M. Philippe Séguin. Pas sur l'application du règlement ! C'est une habitude que vous avez, mais rien ne vous y autorise !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je n'ai pas parlé au règlement, c'est vous qui en parlez !

M. Philippe Séguin. Mais si, vous en avez parlé !

Mme la présidente. Monsieur Séguin, je vous donne la parole pour répondre au Gouvernement mais je vous demande d'être bref.

M. Philippe Séguin. Je vous remercie, madame la présidente. Je dirai à M. le ministre qu'il mélange les notions réglementaires et les attitudes partisanses.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Non !

M. Philippe Séguin. Cela ne nous étonne pas, d'ailleurs car l'un des reproches fondamentaux qu'on lui adresse, ainsi qu'à ses amis, c'est d'être partisan !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. J'ai été président de groupe pendant vingt ans et je connais bien le règlement !

M. Philippe Séguin. Monsieur le ministre d'Etat, vous avez parfaitement le pouvoir, grâce à l'autorité naturelle que vous exercez sur les représentants d'un groupe socialiste, de parvenir à vos fins, mais ce ne peut être par le moyen d'une acceptation par la commission de votre sous-amendement.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je n'ai pas parlé de cela !

M. Philippe Séguin. L'amendement de la commission devra être voté tel quel est et, pour arriver à vos fins, il faudra que vous fassiez rejeter l'amendement de la commission.

Que vous le vouliez ou non, vous serez en contradiction avec la commission, parce que celle-ci ne peut pas accepter, par la voix de son rapporteur, votre sous-amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur Séguin, vous maniez un règlement que je connais bien puisque, je le répète, j'ai été président de groupe pendant vingt ans et que je m'en suis beaucoup servi, à l'époque, contre votre groupe.

Je suis au regret de vous dire que le règlement n'a rien à voir avec cette affaire et que je ne l'ai pas invoqué.

J'ai le droit, au nom du Gouvernement, de déposer un sous-amendement à n'importe quel amendement...

M. Philippe Séguin. Absolument !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. ... que ce soit à l'un des vôtres, à un amendement de la majorité ou à un amendement de la commission.

C'est ce que j'ai fait et j'ai le droit de dire que je souhaite que le premier alinéa de l'amendement de la commission ne soit pas retenu, qu'il soit remplacé par mon sous-amendement et que, par contre, les trois derniers alinéas de cet amendement soient conservés.

Vous ne pouvez pas m'empêcher de le faire, monsieur Séguin, même en serrant le règlement sur votre cœur.

Je répète à nouveau que c'est ce que je demande ; je suis parfaitement fondé à le faire et je n'ai pas besoin d'invoquer le règlement à cet effet, ni vous non plus.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Je répondrai sur le fond.

Monsieur le ministre d'Etat, je reconnais bien là votre habileté : lorsque vous êtes battu sur un terrain, vous en cherchez un autre.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je ne serai battu que si l'Assemblée se prononce en ce sens ! Pas avant !

M. Philippe Séguin. Vous venez donc me chercher querelle là où je ne vous avais pas provoqué !

Ce que je dis, c'est que Mme la présidente ne peut pas recueillir une réponse favorable du rapporteur à la question suivante.

M. Alain Richard, rapporteur. Réponse qu'elle n'a pas recueillie !

M. Philippe Séguin. Nous vérifierons ! Cette question est : « Acceptez-vous de modifier cet amendement comme le suggère le ministre d'Etat ? »

Si nous n'étions pas là, l'entourloupette se serait déjà produite !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il n'y a pas d'entourloupette ! Je n'accepte pas ce mot !

M. Alain Richard, rapporteur. C'est un mot de trop !

M. Philippe Séguin. Il n'y a pas d'entourloupette parce que nous sommes là !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. M. Séguin cherche à faire croire qu'il y a une manœuvre, mais ce n'est pas vrai.

J'agis au grand jour, alors que M. Séguin cherche à embrouiller la situation.

Mme la présidente. Monsieur Séguin, je n'ai jamais demandé que l'amendement soit modifié.

J'ai simplement dit que M. Richard avait défendu son amendement et avait en même temps accepté le sous-amendement du Gouvernement.

M. Philippe Séguin. Vous voyez, monsieur Richard !

M. Alain Richard, rapporteur. Lorsque vous avez fait cette observation, madame la présidente, j'ai fait un signe de dénégation. Je n'étais pas mandaté pour accepter le sous-amendement du Gouvernement !

M. Philippe Séguin. Si Mme la présidente a pu se tromper, convenez qu'il en va de même pour moi !

M. Alain Richard, rapporteur. Dieu merci, je n'ai pas besoin de votre haute conscience, monsieur Séguin, pour ne pas faire d'entourloupette en qualité de rapporteur !

M. Philippe Séguin. Votre attitude pouvait pour le moins prêter à contestation. La preuve en est qu'aussi bien Mme la présidente que moi-même nous y sommes laissés prendre.

M. Alain Richard, rapporteur. Il y a de bonnes raisons à cela, dans les deux cas.

M. Philippe Séguin. Dans les deux cas ?

M. Alain Richard, rapporteur. Ce ne sont pas les mêmes !

M. Philippe Séguin. Je ne suis donc responsable que pour moitié.

Puis-je m'exprimer sur le fond, madame la présidente ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Puisque M. Séguin demande à nouveau la parole, j'aimerais qu'à l'issue de ce débat, on compare son temps de parole et le mien. On s'apercevra qu'il a parlé quatre ou cinq fois de plus que moi !

M. Philippe Séguin. Certainement davantage, monsieur le ministre d'Etat, car après avoir marqué une très bonne volonté au départ, vous vous êtes contenté de réponses d'un très grand lascarisme qui marquaient plus de considération pour votre courrier en retard que pour vos interlocuteurs.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. J'ai essayé de vous faire gagner un peu de temps !

M. Michel Noir. C'est toujours la même chose vers minuit !

M. Philippe Séguin. Puis-je m'exprimer sur le fond, madame la présidente ?

Mme la présidente. Vous avez la parole, monsieur Séguin.

M. Philippe Séguin. Ce que nous propose le Gouvernement et qui avait été, très heureusement, rejeté par la majorité de la commission, c'est la pire des opérations !

J'ai souligné les risques qui existent, théoriquement, mais il suffit qu'il y ait un risque, même théorique, pour qu'on n'ait pas le droit de l'assumer dans un texte législatif.

Qu'allez-vous faire, monsieur le ministre, à la faveur de ce sous-amendement ? Je vais l'expliquer en deux mots.

Vous allez très précisément vous rallier à ma proposition initiale.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Et vous vous en plaignez ?

M. Philippe Séguin. Laissez-moi m'exprimer, monsieur le ministre ! La volée de bois vert, c'est pour la fin ! Là, je vous prépare. (Sourires.)

Vous allez très précisément instituer, comme je l'avais proposé, des chambres régionales des comptes qui seront, en fait, des parties de la Cour des comptes.

En effet, votre système va introduire entre les membres des chambres régionales des comptes et ceux de la Cour des comptes des relations qui revêtiront, que vous le vouliez ou non, un caractère hiérarchique, de subordination, dans la mesure où l'avancement, la promotion, le débouché des membres des chambres régionales des comptes dépendront du bon vouloir du premier président de la Cour des comptes et de la Cour des comptes.

C'est dire que les chambres régionales des comptes seront placées, à dessein, en position de subordination.

C'est le système que j'avais pour ma part proposé. Mais j'étais logique : je reconnaissais que les chambres régionales des comptes dépendaient de la Cour des comptes. Ne faites donc pas de signe de dénégation, monsieur le rapporteur, il va en avoir pour vous aussi !

M. Alain Richard, rapporteur. Cessez de jouer au matamore ! Nous ne sommes pas sur un champ de foire !

M. Philippe Séguin. A quoi arrivons-nous, monsieur le ministre d'Etat ?

A des chambres régionales des comptes qui seront des parties de la Cour des comptes, seront subordonnées à elle, et comprendront deux catégories de personnel.

Le personnel noble, celui qui viendra de la Cour des comptes ou qui y accèdera par les voies que nous avons décrites, et les rapporteurs adjoints, ces contrôleurs de deuxième zone dont on n'a pas voulu pour le Conseil d'Etat.

Pourquoi ce qui n'est pas bon pour le Conseil d'Etat, et qui fait pousser les hauts cris tant au garde des sceaux qu'aux représentants de la majorité, serait bon pour la juridiction financière ?

En vérité, de tous les systèmes auxquels nous avons songé, celui que vous nous proposez est le pire, à la fois pour la juridiction qu'il s'agit de créer, pour les personnels qu'il s'agit de recruter et, finalement, pour le contrôle qu'il s'agit d'instaurer.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je ferai tout d'abord une observation de caractère politique.

L'acharnement que met M. Séguin à combattre ma proposition est révélateur. Je pense que mes amis socialistes et communistes auront compris que le sous-amendement du Gouvernement est celui qui gêne le plus M. Séguin, et donc celui qu'il faut voter, puisqu'il accepte l'amendement de la commission et qu'il s'oppose à ma proposition.

Il m'a fourni, je crois, le meilleur argument à présenter aux députés de la majorité.

Par ailleurs, M. Séguin, qui est membre de la Cour des comptes et fait semblant de l'oublier, sait que, à partir d'un certain moment, les magistrats de cette cour sont inamovibles. Ce sera le cas pour les présidents des chambres régionales des comptes qui, par conséquent, connaîtront un avancement automatique et ne seront pas « subordonnés » au premier président de la Cour des comptes. Au contraire, du fait de leur nomination, ils auront des garanties de carrière qu'ils n'auraient pas eues sans cela. Ils seront donc parfaitement indépendants.

J'ajoute que je suis un peu surpris d'entendre M. Séguin, membre de la Cour des comptes, affirmer clairement que ses magistrats ne sont pas indépendants parce qu'ils sont nommés et notés par le premier président.

M. Philippe Séguin. Je n'ai jamais dit cela !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Si, c'est ce que vous avez dit. Cela vous a échappé.

M. Philippe Séguin. Ce sont des propos mensongers !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Singulière conception de la part d'un ancien magistrat de la Cour des comptes ! Et je ne m'associerai pas à cette critique du fonctionnement de cette haute juridiction.

M. Philippe Séguin. N'importe quoi !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Le système que je propose est celui qui donne le plus de garanties sur le plan juridique, de même que sur le plan politique, compte tenu des propos tenus par M. Séguin.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. J'en ferai un usage différent de M. Séguin...

M. Philippe Séguin. Séguin !

M. Alain Richard, rapporteur. ... qui a fait changer l'ambiance de ce débat et vient d'éprouver à l'instant ce qu'a de désagréable le fait d'être attaqué dans des termes à la limite de l'offense sans pouvoir répondre autrement que par une interruption.

Au cours de cet après-midi et de cette soirée, il a à plaisir fait référence à la situation du Conseil d'Etat et à un vote récent.

Depuis que je suis député, j'observe une réserve totale dès lors qu'il est question de la situation personnelle des membres du Conseil d'Etat. Sans vouloir donner de conseil, je pense que c'est là une attitude qui prédomine contre tous les excès de langage.

Quant à la critique qu'il m'a adressée sur mon comportement en qualité de rapporteur, je regrette qu'il se soit égaré en l'espèce. J'ai présenté l'amendement de la commission; j'ai indiqué au passage, ce qui n'était que le compte rendu des débats de la commission, que cet amendement avait été présenté rapidement et voté par la commission sur proposition de M. Sapin, contre mon avis, et que, sans pouvoir sans doute m'exprimer au nom de la commission, je jugeais préférable le sous-amendement du Gouvernement, qui rétablissait l'ancienne rédaction de mon amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. On s'attend à tout de la part de la majorité actuelle et du Gouvernement depuis que M. Berson s'est lancé dans les accusations que l'on sait.

Evidemment, il est difficile de me taxer d'« héritier de grande fortune ». Je n'ai pas de bateau. Je ne suis pas propriétaire d'un journal. Je n'ai pas d'écurie de course. Mon père est mort pendant la guerre et ne m'a laissé aucune fortune.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Le mien non plus !

M. Philippe Séguin. Je donne difficilement prise à la critique.

Je vous ai agacé; vous avez cherché à m'attaquer. M. le rapporteur a même cherché à me salir en laissant entendre que mon propos était dicté par ma situation personnelle à la Cour des comptes.

Je poserais donc deux questions.

Est-il vrai, monsieur Richard, que vous avez totalement gardé le silence dans l'affaire du texte récent relatif au Conseil d'Etat ?

M. Alain Richard, rapporteur. Permettez-moi de vous répondre.

M. Philippe Séguin. Laissez-moi poursuivre, je ne vous ai pas interrompu.

Vous avez parlé et vous avez pris, ai-je cru comprendre, une part active dans la décision finale prise par le groupe socialiste.

Je poserais donc une autre question. Dans les dispositions en discussion, quelle est celle qui peut avoir la moindre influence sur ma situation personnelle, comme vous l'avez dit ?

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. M. Séguin, avec une bassesse d'esprit dont je ne le croyais pas capable, je l'avoue franchement, a cherché à m'attaquer personnellement.

M. Philippe Séguin. Ce n'est pas le moment de le déplorer !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Mon bateau est à vendre. Il a la valeur d'une automobile.

M. Philippe Séguin. Je ne pourrais pas l'acheter !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Mais si !

M. Philippe Séguin. Je n'ai pas les moyens !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. En économisant quelques mois de votre indemnité de député, vous pouvez facilement l'acheter.

M. Michel Noir. Il ne sait pas naviguer !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Que vous ne sachiez pas ce que c'est que la mer, le vent, les vagues et le goût du risque, cela ne m'étonne pas : il suffit de vous entendre, monsieur Séguin.

M. Michel Noir. Il a le goût du risque, puisqu'il est là !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Absolument pas !

Que j'aie créé un journal après la guerre parce que j'ai appris, comme certains de mes camarades de la Résistance, après avoir fait un journal clandestin et beaucoup d'autres choses que

tout le monde n'a pas faites, loin de là, que j'avais le droit de fonder un journal, que j'ai su ensuite le diriger et qu'il ait réussi, c'est l'objet de la jalousie de nombre d'entre vous ! Je suis fier de ce que j'ai fait dans ce domaine. Cela n'entache en rien mon honneur, bien au contraire !

Je regrette que vous utilisiez des arguments du style de ceux de journaux comme *Minute*. Je vous croyais mieux que ça !

Je ne vous ai pas attaqué personnellement, monsieur Séguin. J'ai simplement parlé du fonctionnement de la Cour des comptes. A ce sujet, d'ailleurs, j'ai regretté les propos que vous avez tenus.

M. Philippe Séguin. Je n'ai pas tenu les propos que vous me prêtez !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Vous cherchez donc, monsieur Séguin, à m'attaquer personnellement. Vous avez mal choisi votre terrain. En agissant de la sorte, vous vous êtes rabaisé lamentablement.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Par mes propos précédents, j'ai seulement voulu montrer à M. Séguin comment on pouvait faire sortir quelqu'un de ses gonds, comme il avait essayé de le faire auparavant à mon encontre.

Il n'a pas apprécié d'être attaqué en tant que membre de la Cour des comptes, comme je n'avais pas apprécié de l'être en tant que rapporteur.

Je n'ai tenu aucun des propos qu'il m'a prêtés.

Nous pouvons donc en rester là, sur un mode tout à fait courtois.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Il y a une différence, monsieur le rapporteur — je ne répondrai pas à M. le ministre d'Etat, mais je lui indiquerai cependant qu'être rabaisé à ses yeux m'indiffère au plus haut point — entre le fait de mettre en cause un rapporteur dans l'exercice de ses fonctions et dans l'application qu'il fait du règlement...

M. Alain Richard, rapporteur. Le mettre en cause à tort !

M. Philippe Séguin. Vous avez pu constater vous-même, il y a quelques instants, que je n'avais pas été le seul dans ce cas et que la plus haute autorité à laquelle nous puissions nous référer dans cet hémicycle se trouvait exactement dans la même situation que moi...

M. Alain Richard, rapporteur. La différence était dans l'intention que vous me prêtiez !

M. Philippe Séguin. Il y a une différence, disais-je, entre le fait de mettre en cause un rapporteur dans l'exercice de ses fonctions et le fait de m'attaquer en me prêtant des propos qui n'ont pas été les miens, en vue de me déconsidérer — je passe — et, en outre, en vue de mettre en cause ma situation personnelle, non pas en tant que membre de la Cour des comptes, mais en insinuant que mon attitude pourrait être inspirée par d'autres considérations que celle de parvenir au meilleur texte possible.

Vous en conviendrez d'ailleurs certainement à tête reposée, quand vous ne serez plus sous l'emprise d'influences néfastes.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 484.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 324.

(Le sous-amendement est adopté.)

Mme la présidente. Considérez-vous, monsieur Séguin, que vous avez déjà soutenu le sous-amendement n° 485 ?

M. Philippe Séguin. Nullement : je désire le défendre dans la mesure où l'amendement n° 484 a été repoussé. Je tente donc de le rattracher à l'amendement n° 216, qui tend à modifier le néfaste sous-amendement n° 324.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement de M. Séguin ?

M. Alain Richard, rapporteur. La commission s'est à plusieurs reprises prononcée contre l'instauration d'un parquet auprès des chambres régionales des comptes.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 485.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 216, modifié par le sous-amendement n° 324.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

Mme la présidente. M. Séguin a présenté un amendement n° 381 ainsi rédigé :

« Compléter le cinquième alinéa de l'article 56 bis par les nouvelles dispositions suivantes :

« Il est créé un corps d'assistants de vérification des chambres régionales pour assister leurs membres dans l'exercice de leurs compétences.

« Un décret fixe le statut de ce corps.

« Les assistants de vérification ne peuvent exercer aucune activité juridictionnelle. »

La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Mon amendement n° 381 tend, comme cela existe à la Cour des comptes, à la création d'un corps d'assistants de vérification des chambres des comptes régionales afin d'assister leurs membres dans l'exercice de leurs compétences.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. En termes de commodité et d'opportunité administratives, M. Séguin a sans nul doute raison. Je pense néanmoins qu'il conviendra de lui-même que le corps des assistants de vérification auprès de la Cour des comptes a été créé par voie réglementaire et que c'est ainsi que l'on procédera si l'on estime utile de créer un corps d'assistants de vérification auprès des chambres régionales.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ce n'est pas un corps, ce sont des emplois. Contre !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 381.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 56 bis, modifié par l'amendement n° 216.

(L'article 56 bis, ainsi modifié, est adopté.)

Article 57.

Mme la présidente. « Art. 57. — La chambre régionale des comptes juge l'ensemble des comptes des comptables publics qui exercent leurs fonctions dans le ressort de sa compétence ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait. La Cour des comptes statue en appel.

« Elle vérifie sur pièces et sur place la régularité des recettes et dépenses décrites dans les comptabilités des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Elle s'assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs. Elle dispose des mêmes pouvoirs que ceux attribués à la Cour des comptes par les articles 6 et 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 modifiée.

« Elle peut assurer la vérification des comptes et de la gestion des établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels les collectivités territoriales ou des organismes dépendant de ces collectivités territoriales apportent un concours financier ou dans lesquels elles détiennent séparément ou ensemble plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

« Les organismes, dont la gestion n'est pas assujettie aux règles de la comptabilité publique et qui bénéficient d'un concours financier d'une collectivité territoriale ou d'un organisme relevant lui-même de sa compétence, peuvent être soumis aux mêmes contrôles que ceux exercés par la Cour des comptes en application des dispositions de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 susvisée.

« Toutefois, la Cour des comptes demeure compétente pour vérifier les comptes et la gestion des entreprises publiques dont l'activité s'exerce sur plus d'une région. »

M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 217 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 57 :

« La chambre régionale des comptes juge l'ensemble des comptes des comptables publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait. La Cour des comptes statue en appel. »

Sur cet amendement, je suis saisie de deux sous-amendements présentés par M. Séguin.

Le sous-amendement n° 486 est ainsi rédigé :

« Dans l'amendement n° 217, substituer aux mots : « l'ensemble des comptes », les mots : « les comptes ».

Le sous-amendement n° 487 est ainsi rédigé :

« Dans l'amendement n° 217, après les mots : « établissements publics », insérer les mots : «, des établissements publics régionaux.»

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 217.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement vise à préciser la répartition des rôles entre chambres régionales et Cour des comptes. La chambre régionale hérite de l'ensemble des attributions de la Cour des comptes en relation avec les collectivités locales, et la Cour des comptes devient juridiction d'appel.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour.

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour soutenir le sous-amendement n° 486.

M. Philippe Séguin. Si la rédaction de l'amendement n° 217 est retenue, l'expression : « l'ensemble des comptes » prêterait, me semble-t-il, à interprétation et pourra donner à penser que nous ne sommes pas éloignés de la position qu'avait prise le Sénat, qui parlait de « l'ensemble des comptes des comptables publics qui exercent leur fonction dans le ressort de sa compétence... »

Nous voudrions, nous, que la chambre régionale des comptes ne juge que les comptes des comptables publics des collectivités locales, et non pas l'ensemble des comptes que peuvent détenir des comptables publics, qui exerceraient, à titre principal ou accessoire, la tenue des comptes des collectivités locales, mais auraient aussi la tenue des comptes d'autres collectivités et établissements, comme par exemple l'Etat, auquel cas le critère de compétence serait géographique ; la chambre régionale des comptes contrôlerait tous les comptes dressés et arrêtés dans le ressort de la région dont elle aurait la charge.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. La rédaction proposée par le sous-amendement n° 486 est plutôt un progrès rédactionnel car les mots : « l'ensemble des comptes » introduits par le Sénat n'ajoutent rien.

De surcroît, ils paraissent recouvrir une équivoque, avec ce risque que des comptes de l'Etat soient soumis aux chambres régionales des comptes. A titre personnel, j'indique que l'adoption de ce sous-amendement, qui, je le précise, n'a pas été examiné par la commission, ne présente que des avantages.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je m'oppose à l'adoption de ce sous-amendement. Je défends le texte de la commission. En effet, la mention : « l'ensemble des comptes des comptables publics des collectivités territoriales... » permet d'éviter toute confusion avec les comptes de l'Etat. La précision contenue dans le texte de l'amendement est claire.

En retirant le mot : « ensemble », que se passe-t-il ? On en revient aux trésoriers-payeurs généraux, et le vote qu'a émis il y a quelques instants l'Assemblée nationale risque d'être démenti par le sous-amendement de M. Séguin.

Par conséquent, je m'oppose formellement, catégoriquement à ce sous-amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Il serait regrettable que l'on fasse interférer tel ou tel moment où ont été échangés des propos un peu aigus avec l'analyse lucide de ce qu'introduit le sous-amendement de M. Séguin, que M. Richard vient d'ailleurs d'accepter. Effectivement, lorsque l'on parle des comptables publics des collectivités territoriales, cela ne signifie pas que ceux-ci ne puissent pas être amenés à traiter accessoirement d'autres comptes.

Et lorsqu'on dit — et c'est un simple problème de mathématiques modernes, monsieur le ministre d'Etat — ...

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Cela n'a rien à voir. C'est de la sémantique.

M. Michel Noir. ... « La chambre régionale des comptes juge l'ensemble des comptes », cela n'inclut pas seulement les comptes des collectivités territoriales. Sur ce plan-là, nous devons pouvoir nous entendre car c'est un simple problème de logique formelle.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. M. Noir a commis une erreur. Les mathématiques modernes n'ont rien à voir.

M. Michel Noir. La théorie des ensembles, si !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Cela concerne plutôt la langue française !

L'amendement vise l'ensemble des comptes publics des collectivités territoriales, et pas autre chose. C'est clair !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 486.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. La parole est à M. Séguin, pour soutenir le sous-amendement n° 487.

M. Philippe Séguin. Ainsi, grâce à moi, ou à cause de moi, les établissements publics régionaux ne seront pas contrôlés pendant les années qui viennent !

Je m'explique. Comme c'est moi qui ait signé un sous-amendement qui répare une omission de l'amendement n° 217, lequel n'a rien prévu pour la période transitoire qui va s'écouler entre la promulgation de la loi et l'érection, comme on dit, des régions en collectivités territoriales, mon sous-amendement, qui tendait justement à rajouter les établissements publics régionaux, ne sera probablement pas retenu, pour les raisons que l'on sait. Tant mieux pour les comptables des établissements publics régionaux, à moins, sait-on jamais, que je ne me trompe !

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Le passage des comptes de la Cour des comptes, qui juge actuellement les comptes des établissements publics régionaux, aux chambres régionales des comptes se ferait normalement au 1^{er} janvier 1983.

Seule la gestion des établissements publics régionaux entre le 1^{er} janvier 1983 et l'entrée en fonction du nouvel exécutif régional serait en cause. Il me semble donc que la lacune soulignée par M. Séguin n'est pas de grande importance.

Cela dit, je reconnais que si l'on est, en effet, en mesure de faire passer le jugement des comptes aux chambres régionales des comptes au 1^{er} janvier 1983, il est préférable d'inscrire les établissements publics régionaux. Il me semble que cela va de soi.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. En ce qui me concerne, ni le comportement de M. Séguin tout à l'heure ni sa bassesse d'esprit ne m'empêchent de voir clair. Par conséquent, je reconnais qu'il y a une période de vacuité pendant laquelle il n'y aurait pas de contrôle et j'accepte donc le sous-amendement n° 487.

M. Philippe Séguin. Et toc !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Avec moi, vous n'avez pas fini, monsieur Séguin ! Vous ne me faites pas peur. Au contraire, cela m'excite !

M. Philippe Séguin. Je suis terrorisé, monsieur le ministre d'Etat !

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° 487.

(Le sous-amendement est adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 217, modifié par le sous-amendement n° 487.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 218 ainsi rédigé :

« Dans la troisième phrase du deuxième alinéa de l'article 57, substituer aux références : « les articles 6 et 9 » la référence : « l'article 9 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Cet amendement est purement rédactionnel et vise à modifier les références à des articles de la loi sur la Cour des comptes.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 218.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. Je suis saisie de deux amendements, n° 383 rectifié et 488, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 383 rectifié, présenté par M. Séguin, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le troisième alinéa de l'article 57 :

« Elle peut assurer la vérification des comptes et de la gestion des entreprises appartenant au secteur public local dans les conditions fixées par décret. En application du dernier alinéa de l'article 34 de la Constitution, une loi organique définira les entreprises appartenant au secteur public, leur répartition entre le secteur public national et le secteur public local ainsi que les conditions de leur transfert du secteur public au secteur privé. »

L'amendement n° 488, présenté par M. Charles Millon, est conçu en ces termes :

« Rédiger ainsi le début du troisième alinéa de l'article 57 :

« Elle peut assurer la vérification des comptes des établissements, sociétés, groupements et organismes quel que soit leur statut juridique ainsi que ceux des associations et des syndicats, auxquels les collectivités territoriales... » (le reste sans changement).

La parole est à M. Séguin, pour soutenir l'amendement n° 383 rectifié.

M. Philippe Séguin. L'amendement n° 383 rectifié se justifie par son texte même.

En effet, le système actuellement prévu ne m'apparaît pas totalement satisfaisant dans la mesure où les sociétés d'économie mixte locales dans lesquelles peuvent, par exemple, avoir une participation un département, ou une commune, ou les deux à la fois, vont être soumises au contrôle et de la Cour des comptes et de la chambre régionale des comptes.

Ces sociétés d'économie mixte vont être soumises au contrôle de la Cour des comptes dans la mesure où ce sont des entreprises publiques, et où elles sont donc situées dans le champ de contrôle de la Cour.

Elles vont être aussi soumises au contrôle de la chambre régionale dans la mesure où les collectivités territoriales soumises au contrôle de la chambre régionale y détiennent une participation.

Je crois qu'il serait souhaitable de clarifier les compétences et d'éviter les doubles emplois. Le mieux serait de définir un secteur local et un secteur national, les chambres régionales ayant la charge des vérifications des entreprises au niveau local et régional, la Cour des comptes se réservant les entreprises à vocation, à dimension nationales.

Mme la présidente. La parole est à M. Gilbert Gantier, pour soutenir l'amendement n° 488.

M. Gilbert Gantier. Cet amendement est proche de celui de mon collègue M. Séguin, mais il concerne les syndicats et les associations. En effet, la loi de finances rectificative pour 1981, telle qu'on en a délibéré le 7 décembre 1981, et qui est devenue, depuis, définitive, a permis le détachement, par les collectivités territoriales, de personnel dans les syndicats soit pris en charge par le budget de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.

Il s'agit là, en quelque sorte, d'utilisation de fonds publics par des syndicats, ce qui implique, de toute évidence, qu'il doit y avoir un contrôle de l'utilisation de ces fonds publics. C'est pourquoi mon collègue M. Millon a déposé cet amendement.

M. le rapporteur objectera peut-être que cette vérification est prévue par le texte du troisième alinéa de l'article 57, notamment par les mots : « organismes, quel que soit leur statut juridique ». Mais ce qui va sans dire va encore mieux en le disant. Puisqu'une innovation importante résulte de cette loi de finances rectificative, il semble nécessaire que le législateur rappelle que ces chambres régionales des comptes auront le droit, et, j'ajouterais, le devoir, de vérifier l'utilisation des fonds publics par les syndicats.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n° 383 rectifié et 488 ?

M. Alain Richard, rapporteur. Ils ne lui ont, bien sûr, pas été soumis. J'exprime donc un avis personnel.

L'amendement n° 383 rectifié de M. Séguin pose un problème qui n'est pas tout à fait nouveau : celui des conditions de vérification des entreprises locales par la Cour des comptes. Le texte susceptible de le régler serait plutôt une loi modifiant les règles de contrôle de la Cour des comptes pour tirer les conséquences de la création des chambres régionales.

En tout cas, il n'est pas possible de réclamer dans un article de loi ordinaire l'adoption d'une loi organique, puisque, à la différence de ce que sont les décrets d'application par rapport à une loi, une loi organique, pour être constitutionnelle, doit avoir été expressément prévue par la Constitution.

En revanche, sur l'amendement n° 488 de M. Millon, je n'ai pas d'objection de fond, puisque, de toute manière, le contrôle de l'ensemble des organismes bénéficiant d'une aide des collectivités locales va de pair avec le contrôle financier de ces collectivités locales. Mais puisque, dans la présentation qu'en donne M. Gantier, la teneur de cet amendement n'a pour objet que de marquer une sorte de petite revanche politique à l'encontre d'organisations syndicales de salariés, je le précise, qui bénéficie d'un avantage financier nouveau, je pense que ce n'est ni le lieu ni la bonne formule pour manifester son mécontentement sur le vote d'une loi.

Par conséquent, je crois qu'il vaut mieux laisser le texte en l'état.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je pourrais laisser passer sans danger l'amendement n° 383 rectifié de M. Séguin étant donné qu'une loi organique doit être votée dans les mêmes termes par l'Assemblée nationale et par le Sénat. Or, pendant cinq ans, jusqu'à la fin de cette législature, il y a peu de chances pour qu'il en soit ainsi.

M. Michel Noir. Cela dépend sur quoi !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. J'ajoute qu'à la fin de cet amendement, on voit se révéler le fond du cœur de M. Séguin.

M. Philippe Séguin. J'en ai donc un, moi ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Oui, mais il est rempli de fiel !

Ce qui hante M. Séguin, ce sont les nationalisations. C'est pourquoi il n'a pas pu s'empêcher, alors que nous discutons des communes, des départements et des régions, d'invoquer le secteur public national. Il est tellement frappé par les nationalisations qu'il en perd la vue et qu'au lieu de nous parler des établissements publics régionaux ou des collectivités locales, il évoque le secteur national, qui n'a strictement rien à voir. Je repousse donc cet amendement.

M. Millon, lui, voudrait — je lis la dernière phrase de l'exposé des motifs de son amendement — « prévenir le gonflement d'une bureaucratie syndicale ». Evidemment, il s'agit des syndicats ouvriers

M. Philippe Séguin. Ça vous connaît !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Que les syndicats ouvriers puissent jouer un grand rôle, cela l'inquiète.

Eh bien ! Je souhaite, pour ma part, qu'ils continuent à jouer un grand rôle et, s'ils ont besoin d'employés, qu'ils en recrutent autant qu'il leur en faut. Les syndicats patronaux, eux, ne manquent ni d'argent ni de personnel, je ne vois pas pourquoi les syndicats ouvriers ne seraient pas équipés pour leur tenir tête, et pour jouer pleinement leur rôle.

Je suis donc contre l'amendement n° 488.

Mme la présidente. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Retenu par une réunion dans ma circonscription, je n'ai pas assisté à toute la séance. Je suis arrivé à un moment où elle prenait une tournure singulière. J'en ai été étonné.

M. Gilbert Bonnemaïson. Il fallait rester où vous étiez !

M. Gilbert Gantier. Vous souhaitez m'interrompre, mon cher collègue ?

Mme la présidente. Monsieur Gantier, vous avez seul la parole. Poursuivez votre propos.

M. Gilbert Gantier. Je vous remercie, madame la présidente.

Je dois avouer que la réponse, qui m'a été apportée par M. le rapporteur, et les commentaires de M. le ministre d'Etat m'ont beaucoup surpris.

M. le ministre d'Etat se fonde sur la dernière phrase de l'exposé sommaire des motifs de mon collègue, M. Millon. J'y vois un pointillisme et une sensibilité qui me paraissent pour le moins déconcertants.

Quant à M. le rapporteur, il a dit deux choses.

Sur le fond, il a déclaré, en substance : « Je n'y vois pas d'inconvénient. Cela me paraîtrait même normal. Mais, compte tenu du fait que M. Gantier veut faire une sorte de revanche... » Monsieur le rapporteur, je souhaiterais que vous puissiez lire la sténographie — nos sténographes sont très fidèles — des propos que j'ai tenus pour soutenir l'amendement de M. Millon, et que vous me disiez ce qui traduisait un sentiment de revanche. Je serais bien curieux.

En réalité, vous allez au-devant des choses. Vous imaginez que nous avons des intentions. Mais, ce faisant, vous agissez singulièrement, car, en vérité, la loi de finances rectificative permet que des fonds publics soient octroyés à des syndicats. Cela n'est pas niable ; cela n'est pas contestable. Je ne juge pas cette loi, je ne l'ai pas votée ; la majorité de l'Assemblée nationale l'a votée.

La philosophie de la majorité de l'Assemblée nationale, du ministre d'Etat et du rapporteur de la commission tendrait-elle à ce que l'utilisation des fonds publics accordés à des syndicats ne soit pas contrôlée ? Si tel est le cas, votre position se justifie ; sinon, dites-le, comme vous aviez reconnu tout d'abord que cet amendement se justifiait et que l'utilisation des fonds publics octroyés aux syndicats, qu'ils soient ouvriers ou autres, d'ailleurs, devait faire l'objet de vérifications conformément à la règle de la démocratie dans laquelle nous devrions vivre, si vous ne la changez pas.

Mme la présidente. La parole est à M. Garcin.

M. Edmond Garcin. Lorsque j'entends M. Gantier, je ne suis pas surpris, j'ai l'impression d'entendre le conseil national du patronat français. *(Exclamations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. Philippe Séguin. Ça recommence !

M. Gilbert Gantier. Vous n'êtes pas au Komintern ! Soyez sérieux, monsieur Garcin !

Mme la présidente. Seul M. Garcin a la parole.

M. Edmond Garcin. Les milliards de fonds publics accordés au patronat au cours des dernières années n'ont jamais été contrôlés ! Et vous voulez contrôler quelques centaines de milliers de francs qui permettent aux travailleurs, au sein des comités d'entreprise, de défendre leurs intérêts et le développement économique de notre pays ?

A votre place, j'aurais préféré me taire !

M. Gilbert Gantier. J'ai l'impression...

Mme la présidente. Monsieur Gantier, je ne vous ai pas donné la parole.

Je mets aux voix l'amendement n° 383 rectifié. *(L'amendement n'est pas adopté.)*

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 488. *(L'amendement n'est pas adopté.)*

Mme la présidente. M. Séguin a présenté un amendement n° 382 ainsi libellé :

« Après les mots : « d'une collectivité territoriale », rédiger ainsi la fin du quatrième alinéa de l'article 57 : « d'un établissement public administratif local ou d'une entreprise publique locale peuvent faire l'objet d'un contrôle des chambres régionales des comptes dans des conditions fixées par décret. »

La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Il s'agit d'un amendement de repli par rapport à celui que j'ai présenté tout à l'heure pour mettre un petit peu d'ordre dans les conditions dans lesquelles sera opéré le contrôle des entreprises publiques.

Je réponds d'ailleurs à cette occasion à M. le rapporteur qui m'avait renvoyé à l'article 34 de la Constitution qui fixe les matières qui relèvent de la loi.

Cet article vise précisément les conditions dans lesquelles sont opérées les nationalisations d'entreprises et les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé. Voilà pourquoi j'y ai fait référence ; cela ne relevait pas des fantômes qu'un autre de mes interlocuteurs me prêtait.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Richard, rapporteur. Il me semble que les dispositions que nous adoptons à la fin de ce chapitre prévoient que toutes les comptabilités, qui relevaient du contrôle de la Cour des comptes auparavant et qui désormais sont confiées aux collectivités locales, passent sous le contrôle des chambres régionales des comptes.

Par conséquent, les entreprises qui auraient le caractère d'entreprise publique en raison de la proportion de participations publiques dans leur capital, mais dans lesquelles les participations publiques ne proviendraient que des collectivités locales, relèveraient d'office de la compétence de la chambre régionale des comptes. Je pense d'ailleurs que les cas seront très rares car, la plupart du temps, elles bénéficieraient de participations à la fois de l'Etat, des établissements publics nationaux et des collectivités locales ; elles figureront donc sur la liste générale des entreprises publiques soumises au contrôle direct de la Cour des comptes.

Voilà pourquoi je me prononce contre l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Contre.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 382. *(L'amendement n'est pas adopté.)*

Mme la présidente. M. Alain Richard, rapporteur, a présenté un amendement n° 219 ainsi rédigé :

« Substituer au dernier alinéa de l'article 57 les nouvelles dispositions suivantes :

« Elle concourt au contrôle budgétaire des collectivités territoriales, de leurs établissements publics ainsi que des établissements publics régionaux dans les conditions définies aux articles 5 A, 5, 6, 8 et 12 du titre I, 36, 37 et 40 du titre II et 54 et 55 du titre III de la présente loi. »

« Elle peut présenter aux collectivités territoriales soumises à sa juridiction des observations sur leur gestion. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Alain Richard, rapporteur. Il s'agit simplement de transporter sur l'établissement public régional les pouvoirs de contrôle de la chambre régionale des comptes que celle-ci exerce sur les départements.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je m'en remets à la sagesse de l'Assemblée.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 219. (L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 57, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 57, ainsi modifié, est adopté.)

Mme la présidente. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

REINSTALLATION DES RAPATRIES

Communication relative à la désignation d'une commission mixte paritaire.

Mme la présidente. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 19 décembre 1981.

Monsieur le président,

Conformément à l'article 45, alinéa 2, de la Constitution, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés.

Je vous serais obligé de bien vouloir, en conséquence, inviter l'Assemblée nationale à désigner ses représentants à cet organisme. J'adresse ce jour à M. le président du Sénat une demande tendant aux mêmes fins.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Cette communication a été notifiée à M. le président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Les candidatures devront parvenir à la présidence avant dimanche 20 décembre 1981, à onze heures.

A l'expiration de ce délai, elles seront affichées.

Si le nombre des candidats n'est pas supérieur au nombre de sièges à pourvoir, la nomination prendra effet immédiatement.

Dans le cas contraire, elle aura lieu par scrutin.

— 3 —

DEPOT DE RAPPORTS

Mme la présidente. J'ai reçu de M. Jacques Guyard un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 659 et distribué.

J'ai reçu de M. Christian Pierret un rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1982, rejeté par le Sénat en nouvelle lecture.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 660 et distribué.

— 4 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI MODIFIE PAR LE SENAT

Mme la présidente. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi modifié par le Sénat portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 661, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

— 5 —

DEPOT D'UN RAPPORT DE M. LE PREMIER MINISTRE

Mme la présidente. J'ai reçu de M. le Premier ministre un rapport sur l'application, au cours de l'année 1981, de l'article 3 de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à Mayotte. Ce rapport sera distribué.

— 6 —

ORDRE DU JOUR

Mme la présidente. Aujourd'hui, à neuf heures trente, première séance publique :

Suite de la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi n° 563 relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (rapport n° 595 de M. Alain Richard au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Eventuellement, discussion des conclusions du rapport n° 602 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 527 de M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (Mme Gisèle Halimi, rapporteur) ;

A quinze heures, deuxième séance publique :

Discussion des conclusions du rapport n° 602 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 527 de M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (Mme Gisèle Halimi, rapporteur) ;

Eventuellement, suite de la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi n° 563 relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (rapport n° 595 de M. Alain Richard au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Eventuellement, à vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée, le dimanche 20 décembre 1981, à une heure.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.

Organisme extraparlémentaire.

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS

(2 postes à pourvoir.)

La commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République a désigné comme candidats MM. Raymond Forni et Philippe Marchand.

La nomination prendra effet dès la publication au *Journal officiel* du 20 décembre 1981.

Elle sera communiquée à l'Assemblée au cours de la première séance qui suivra.

Commission mixte paritaire.

BUREAU

Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale.

Dans sa séance du samedi 19 décembre 1981, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Chérioux.

Vice-président : M. Guy Malandain.

Rapporteurs :

A l'Assemblée nationale : M. Jacques Guyard ;
au Sénat : M. Louis Boyer.

Le présent numéro comporte le compte rendu intégral
des trois séances du samedi 19 décembre 1981.

1^{re} séance : page 5227 ; 2^e séance : page 5263 ; 3^e séance : page 5301.

ABONNEMENTS

EDITIONS		FRANCE	ETRANGER	DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 Paris CEDEX 15	
Codes.	Titres.	et Outre-mer.			
		Francs.	Francs.	Téléphone	Renseignements : 575-63-31
	Assemblée nationale :			} Administration : 578-61-39	
	Débats :				
00	Compte rendu.....	72	300		
33	Questions	72	300		
07	Documents	390	720	TELEX	201176 F DIRJO - PARIS
	Sénat :				
06	Débats	84	204		
09	Documents	390	696		

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro : 1,50 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)